



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Paris, le

27/9/2021

Nos réf. : PO 2021-3169 **161**

Monsieur le Président,

Par dépôt sur la plateforme « Territoires et climat » le 28 juillet 2021, vous m'avez transmis pour avis, en application des dispositions prévues par l'article R. 229-54 du Code de l'environnement, le projet de plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la communauté de communes Morêt-Seine-et-Loing.

Le PCAET répond à la Loi de transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015, qui a renforcé le rôle des collectivités dans la transition énergétique, dans la réduction des émissions de gaz à effets de serre et de polluants atmosphériques et dans l'adaptation au changement climatique.

Le projet de PCAET de Morêt-Seine-et-Loing s'appuie sur un diagnostic pertinent, qui met en lumière les enjeux du territoire notamment en matière de mobilité, d'efficacité énergétique, de développement de la production d'énergie renouvelable et les risques liés aux changements climatiques.

Le projet proposé développe une stratégie et un plan d'actions cohérents avec les priorités régionales définies par le Schéma régional Climat Air Énergie (SRCAE) que sont : la rénovation énergétique du bâti, la transition des mobilités, et le développement des énergies renouvelables et de récupération. Il existe une bonne articulation entre le diagnostic, la stratégie et le plan d'actions, ce qui rend l'ensemble cohérent.

Le projet de plan fixe un programme d'actions pertinent au titre des enjeux et des territoires, et qui s'appuie notamment sur le patrimoine et les compétences du territoire, ouvrant la voie à une traduction opérationnelle du PCAET.

Votre PCAET a été complété par un plan d'action pour la qualité de l'air en application de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 (loi LOM). Il comprend un plan d'actions de réduction des émissions de polluants permettant d'atteindre les valeurs limites de qualité de l'air d'ici à 2025 et des objectifs de réduction aussi exigeants que le niveau national. Ce plan répond globalement aux objectifs fixés par la réglementation bien que certains points mériteraient d'être réexaminés, ce réexamen pouvant impliquer le renforcement de certaines actions.

Parallèlement, votre projet gagnerait en opérationnalité par l'ajout d'un dispositif de suivi des actions afin de s'assurer que le territoire suit la bonne trajectoire en termes de réduction des consommations et des émissions de gaz à effet de serre.

Monsieur Patrick SEPTIERS
Président de la Communauté de communes de Morêt-Seine-et-Loing
23, rue du Pavé Neuf
CS 80 214
77815 Morêt-Loing-et-Orvanne Cedex

Enfin, je vous invite à compléter la partie de votre plan relative à la concertation, au regard des termes prévus dans la déclaration d'intention. Le bilan de cette concertation doit être rendu public en vue de la future consultation du public.

Je vous prie de trouver en annexe une analyse détaillée de votre projet. Elle a été élaborée en consultant les services de l'État en département, au regard notamment des objectifs, orientations et recommandations du SRCAE, du PPA.

Les services de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT), la Direction Départementale des Territoires de la Seine-et-Marne (DDT) ainsi que la communauté départementale de la transition énergétique (CDTE) que cette dernière anime, se tiennent à votre disposition pour vous fournir leur appui. Je vous invite par ailleurs à intégrer des représentants de cette communauté au sein du comité de pilotage de votre PCAET.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.



Le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris

Marc GUILLAUME

Copies :

- Madame la présidente du Conseil régional
- Monsieur le préfet de la Seine-et-Marne
- Monsieur le directeur régional Île-de-France de l'ADEME

DRIEAT Île-de-France
Service Énergie Bâtiment

Annexe à l'avis de l'État : Analyse détaillée du sur le PCAET de la CC Morêt-Seine-et-Loing (77)

Nota Bene

Ce document constitue une synthèse du projet de PCAET en vue de l'élaboration de l'avis de l'État. Les contributions de la DRIEAT, de la DDT-77 ont été ajoutées.

Remarques générales

Le projet de PCAET de la communauté de communes Morêt-Seine-et-Loing (CCMSL) a été transmis pour avis de l'État le 28 juillet 2021, en parallèle de la saisie de l'avis de la MRAe. Le document est clair et lisible.

Le PCAET prend en compte le SRCAE et le PPA, ainsi que le PREPA, la PPE et la SNBC.

Le document est bien transversal et opérationnel, notamment par le lien qui est fait avec les documents d'urbanisme. L'ordonnance du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes crée désormais un lien de compatibilité entre le(s) PLU(i) et le PCAET. À noter qu'une seconde ordonnance du 17 juin 2020 portant sur la modernisation des SCoT donne la possibilité à ces derniers de valoir PCAET.

Diagnostic

L'état des lieux est globalement complet et permet ainsi d'apprécier les caractéristiques et enjeux du territoire, bien que certains documents annexes étaient attendus. Il se réfère aux données du ROSE pour l'année 2015. Les éléments affichés par le PCAET sont donc globalement cohérents avec les données du ROSE, sauf pour le secteur des transports (*cf.infra*).

Il était attendu dans le cadre de l'application de l'article L.229-25 du code de l'environnement, l'élaboration d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur le patrimoine et les compétences de la collectivité, voire, si possible, incluant l'ensemble des communes de la communauté de communes. Cela aurait pu permettre de mieux préciser les actions concernant le patrimoine et les compétences dans le cadre du plan d'action du PCAET et particulièrement dans le cadre de l'exemplarité de la collectivité.

La consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

Consommation d'énergie¹, bilan pour l'année de référence, 2015, répartition et tendance :

Energie (GWh)	2005	2015	répartition	Tendance 2015/2005	
			%	%	%/an
Résidentiel	456,6	396,5	65%	-13%	-1,4%
Tertiaire	63,7	70,8	12%	11%	1,1%
Transport	85,0	99,1	16%	17%	1,5%
Industrie	49,6	33,6	5%	-32%	-3,8%
Agriculture	14,2	12,4	2%	-13%	-1,3%
Total	669,1	612,4		-8%	-0,9%

¹ Les chiffres ont été reconstitués à partir d'un graphique, diagnostic (1) p.26.

Émissions des gaz à effet de serre² :

GES (kteqCO ₂)	répartition			Tendance 2015/2005	
	2005	2015	%	%	%/an
Résidentiel	70,0	53,6	50%	-23%	-2,6%
Tertiaire	9,2	8,7	8%	-5%	-0,6%
Transport	45,7	26,2	25%	-43%	-5,4%
Industrie	14,7	5,0	5%	-66%	-10,2%
Agriculture	15,2	13,4	13%	-12%	-1,3%
Total	154,8	106,9		-31%	-3,6%

Du point de vue de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, le secteur du bâti (résidentiel et tertiaire) constitue le principal enjeu de la collectivité.

Les données concernant les émissions de gaz à effet de serre produit par le diagnostic rejoignent globalement les données du ROSE, accessibles sur Energif. Cependant, les émissions induites par les transports ne sont pas cohérentes entre les deux sources : 26,2 kteqCO₂ pour le diagnostic contre 47,1 kteqCO₂ pour Energif. Le diagnostic ne donne pas d'explication sur cet écart ; il serait utile que le PCAET justifie ses éléments puisqu'ils ont un impact important sur la priorisation des actions.

Consommation d'énergie par type d'énergie³, pour l'année de référence :

GWh	Résidentiel	Tertiaire	Transport	Industrie	Agriculture	Autres	Total	%
charbon							0,0	0%
produits pétroliers	36,0	3,0	99,1	31,0	12,0		181,1	30%
gaz	167,0	18,0					185,0	30%
électricité	138,0	50,0					188,0	31%
Autre	56,0						56,0	9%
Total	397,0	71,0	99,1	31,0	12,0	0,0	610,1	
	65%	12%	16%	5%	2%	0%		

Répartition type d'émetteurs		
	GWh	%
Fossile	366	60%
Électricité	188	31%
Autres	56	9%

La répartition des consommations par type d'énergie a été abordée par le diagnostic. Cependant la ventilation n'est pas toujours claire pour le secteur industriel et agricole. Des éclaircissements seraient utiles.

Les produits fossiles représentent environ les deux tiers de la consommation territoire. La facture énergétique du territoire s'élève à environ 2 900 €/hab. an⁴.

La décarbonation du bâti et du transport constitue probablement l'enjeu majeur du territoire, notamment par la nature des produits fossiles employés (essences, gazoles) très carbonés.

Ces enjeux ont été bien vus par le projet de PCAET.

Le réseau stratégique de transport d'électricité

Le diagnostic aborde l'ensemble des réseaux visés par la réglementation. Le PCAET précise que le territoire concerné par le réseau stratégique de transport d'électricité. Le réseau stratégique est crucial pour l'approvisionnement électrique de l'Île-de-France, ce qui implique une grande vigilance, notamment en termes d'aménagement du territoire.

Le PCAET ne montre cependant pas de carte, ce qui aurait été pertinent et aurait facilité la compréhension des enjeux.

² Les chiffres pour l'année de référence proviennent du diagnostic (1) p.72, pour 2005 de Energif.

³ Les chiffres sont reconstitués à partir du diagnostic du PCAET. Les consommations des secteurs industriels et agricoles sont ventilées de manière conservatrice dans les produits pétroliers.

⁴ La facture énergétique est estimée à 56 M€ (stratégie p.16)

Enjeux et stratégie

La stratégie présente bien des objectifs sectorisés et chiffrés à moyen terme (2030) et long terme (2050). Globalement, la stratégie du PCAET de la collectivité est cohérente avec les enjeux du territoire, et avec les objectifs et enjeux nationaux et régionaux. Les objectifs territoriaux sont rappelés dans le tableau suivant :

Objectifs 2030	Consommation énergie			Émissions GES		
	Obj. Nat (rappel)	Tendancier 2005-2017 (ref. IDF)	Obj PCAET (2030/2015)	Obj. Nat (rappel)	Tendancier 2005-2017 (ref. IDF)	Obj PCAET (2030/2016)
Résidentiel	– 14,65 % sur 2016/2028 soit –1,22 %/an	(–1,4 %/an)	– 36 %, soit –2,9 %/an	– 53 % en 2030/2015 soit –3,5 %/an	– 1,3 %/an (–1,5 %/an)	– 50 %, soit –4,5 %/an
Tertiaire	– 40 % en 2030/2010 soit –2 %/an – 50 % en 2040/2010	(–0,3 %/an)	– 36 %, soit –2,9 %/an	– 53 % en 2030/2015 soit –3,5 %/an	(–0,8 %/an)	– 50 %, soit –4,5 %/an
Transport	– 14,65 % sur 2016/2028 – 1,37 %/an	(–1,0 %/an)	– 24 %, soit –1,8 %/an	– 31 % en 2030/2015 soit 2 %/an,	– 0,2 %/an (–0,7 %/an)	– 25 %, soit –1,9 %/an
Industrie	– 15,7 % sur 2016/2028 soit 1,31 %/an	(–2,9 %/an)	– 24 %, soit –1,8 %/an	– 20 % en 2030/2015	(–3,5 %/an)	– 20 %, soit –1,5 %/an
Agriculture	– 9,8 % sur 2016/2028 – 0,82 %/an	(–1,4 %/an)	– 24 %, soit –1,8 %/an	– 35 % en 2030/2015	(+7,3 %/an)	– 20 %, soit –1,5 %/an
Total, objectif 2030	– 20 % en 2030/2012 – 1,1 %/an	– 0,67 %/an (–1,4 %/an)	– 31 %, soit –2,4 %/an	– 40 % en 2030/1990 2 %/an	– 1,1 %/an (–1,8 %/an)	– 37 %, soit –3,0 %/an
Objectifs 2050						
Total, objectif 2050	– 40 % en 2050/2012		– 56 %	– 83 % en 2050/1990		– 89 %

Légende: **Vert** : Objectif atteint ou dépassé ; **Jaune** : ≥ 50 % de l'objectif ; **Rouge** : <50 % de l'objectif

La forme du plan d'actions

D'une manière générale chaque fiche action expose clairement la description de l'action, le contexte territorial et extra-territorial ; des objectifs opérationnels sont fixés pour chaque action, mais il y a peu ou pas de chiffrage ; les pilotes et partenaires de chaque action sont listés, mais la répartition de leur rôle ou de leur apport pourrait être plus détaillée ; chaque fiche action définit une appréciation très qualitative des moyens humains et financiers ; les impacts des actions sont évalués qualitativement sur le climat, l'air et l'énergie dans les fiches actions, mais pas

quantitativement sauf une synthèse par axe (*cf. infra*) ; des indicateurs de suivi et d'évaluation sont systématiquement définis et détaillés.

Les fiches actions ne sont pas budgétisées en moyens financiers et humains : seules une appréciation qualitative est donnée. Il existe cependant une budgétisation réalisée au niveau de chaque axe d'action. De fait en l'état actuel, les actions ne sont pas clairement financées : *i.e.* la ventilation des budgets alloués n'a pas été réalisée. Il est important que chaque fiche action soit budgétisée et les ressources identifiées, avant l'adoption du PCAET. Ces ressources peuvent être internes, ou apportées par les partenaires ou soutenues par des aides d'acteurs institutionnels. Le bouclage (*i.e.* les ressources répondent aux besoins) doit par ailleurs être à la hauteur des objectifs.

L'essentiel des actions sont portées par la collectivité, cependant certaines actions sont pilotées par des acteurs du territoire ; cette ouverture est un gage de l'implication des forces vives du territoire, elle pourrait être encore plus importante.

Il est important de pouvoir chiffrer en amont les objectifs opérationnels de chaque action, ainsi que les impacts principaux sur les réductions de consommations, des émissions de gaz à effet de serre, et des polluants atmosphériques. Il est à noter que pour cette dernière, le chiffrage de la réduction des émissions des polluants atmosphériques est une obligation imposée par la loi LOM⁵ dans le cadre du plan action pour la qualité de l'air. Cependant un chiffrage des impacts a été estimé pour chaque axe du projet de plan d'action. Cet effort est à remarquer, bien qu'aucun élément de calculs sur les hypothèses retenues n'est apporté.

La contribution du plan d'action à la stratégie

Le plan d'action répond à l'ensemble des exigences réglementaires.

Le plan d'action est globalement cohérent avec la stratégie proposée. Une estimation chiffrée des impacts des actions a été réalisée pour chaque axe du plan d'action, cependant le projet de plan ne se prononce pas formellement sur l'atteinte des objectifs fixés par la stratégie, ni n'indique la part des objectifs portée par l'évolution naturelle du territoire. Concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, objectif principal des PCAET, en première approximation, ces émissions baissent annuellement d'environ 0,5 %⁶. Pour atteindre l'objectif de réduction de 2,4 % sur la période 2015-2026 le cumul des actions devra donc améliorer ce taux de 1,9 % supplémentaire, et rattraper l'effort probablement insuffisant sur la période 2015-2021.

Le projet de plan est composé de 32 fiches actions ventilées autour de plusieurs axes d'interventions en adéquation avec les priorités régionales :

- Axe 1, Agriculture et Consommation : 10 fiches ;
- Axe 2, Bâtiment Cadre et Habitat : 5 fiches ;
- Axe 3, Mobilités : 6 fiches ;
- Axe 4, Économie : 2 fiches ;
- Axe 5, Nouvelles énergies : 7 fiches ;
- Axe 6, Communication interne et externe : 2 fiches.

Le plan d'action de ce PCAET vise essentiellement à mettre en place une indispensable animation du territoire. Si on trouve les principales actions attendues en termes d'animation du

⁵ Loi d'organisation des mobilités, 2019, article 85

⁶ Tendances 2015-2018, à partir des données disponibles sur Energif

territoire dans les différentes thématiques (rénovation énergétique, mobilités, etc.), la collectivité s'engage aussi dans plusieurs actions en internes, particulièrement la transformation de ses pratiques et la déclinaison de certains aspects du PCAET dans les documents d'urbanisme, et de nombreuses actions en liens avec le monde agricole.

1 Actions innovantes

Le plan d'action vise à améliorer l'image et la relation du monde agricole avec les habitants du territoire, en particulier à promouvoir une agriculture novatrice en développant l'agriculture de conservation des sols⁷. Ce type d'action est peu commune dans les PCAET franciliens, le retour d'expérience sur la mise en œuvre de cette action sera utile pour les autres collectivités d'Île-de-France.

2 Rénovation énergétique

Contexte et enjeux

Le secteur bâti (résidentiel et tertiaire) consommait environ 470 GWh en 2015, 72 % de la consommation totale du territoire, dont les deux tiers sont de nature fossile, essentiellement du gaz

La consommation résidentielle par habitant est supérieure à la moyenne départementale (10,3 MWh/hab contre 7,9) tout comme la consommation par logement (22 MWh contre 18,5). Ceci s'explique par la prédominance ultra-majoritaire de la consommation d'un bâti ancien voire très ancien. Le profil territorial indique que le bâti est globalement mal isolé.

La consommation du secteur tertiaire est au trois-quart électrique, le reste étant du gaz naturel. La prédominance de l'électricité s'explique par les usages spécifiques du secteur. On peut noter que 40 % de la consommation totale vise le chauffage et les ECS. La clé de répartition énergétique sur le besoin de chaleur n'est pas précisée par le PCAET. En première approximation, on peut estimer que toute la consommation de gaz sert ce but. Le projet de plan est silencieux sur le profil du bâti tertiaire du territoire, concerné par le dispositif éco-énergie tertiaire mentionné par la loi ELAN⁸, et du petit tertiaire (moins de 1 000 m²) qui peut constituer un enjeu et angle d'action territorial. Le plan devrait compléter son analyse sur le secteur tertiaire.

Les objectifs du PCAET sont clairement explicités :

- Accompagner la rénovation énergétique et le changement des systèmes de chauffage pour un habitat bas carbone en priorité dans les foyers en précarité énergétique, notamment la rénovation de 7200 logements individuels et de 2000 logements collectifs, soit environ 50 % du parc, 6000 logements avec un chauffage décarboné, de nouveaux logements exemplaires bâtiments types BEPOS ou E+C avec une emprise au sol limitée ;
- Rendre les acteurs publics exemplaires, en agissant sur le bâti communal ;
- Sensibiliser les habitants, propriétaires et locataires y compris les bailleurs sociaux et communiquer sur l'existant en priorité dans les foyers en précarité énergétique ;
- Mettre en cohérence les documents d'urbanisme Remodeler l'urbanisme pour un habitat plus économe en s'appuyant sur les PLU et SCoT.

⁷ Action 5 : Proposer un accompagnement de proximité aux agriculteurs du territoire.

⁸ cf. <https://www.loi-elan-tertiaire.fr/>

Le PCAET devrait rappeler les impacts du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH) 2018-2023 sur la planification territoriale, notamment l'élaboration d'un plan local de l'habitat intercommunal (PLHi), et d'autre part sur l'efficacité énergétique du parc bâti du territoire dans le cadre du plan climat. On peut cependant constater que les objectifs du PCAET dépassent les chiffres repère du SRHH.

Il ne semble pas non plus qu'il existe un plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi) ou que son élaboration soit envisagée. D'une manière générale les plans de l'habitat (PLH, PLHi) et les plans d'urbanismes (PLU, PLUi) devront être compatibles avec le PCAET.

Rénovation du résidentiel

L'objectif est la rénovation de 50 % des bâtiments du secteur résidentiel d'ici à 2030 ; ce qui est particulièrement ambitieux. Ceci correspond à un rythme de rénovation de plus de 600 logements par an⁹.

Les actions concernant le secteur résidentiel consistent à accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique, notamment par le déploiement d'un service de conseil et d'accompagnement énergétique (SURE)¹⁰, ce qui est indispensable. Un accompagnement vers la labellisation des artisans de la rénovation énergétique¹¹ est également prévu par le plan d'action, la totalité des entrepreneurs du territoire devraient être labellisés RGE d'ici à 2025. Ceci est très utile pour à la fois améliorer qualitativement les travaux de rénovation, et augmenter la confiance du public.

La collectivité vise à la fois à améliorer les pratiques de sobriété énergétique des usagers, à augmenter les travaux de rénovation énergétique, et à favoriser les financements. Un accompagnement des bailleurs sociaux serait utile pour le parc social. Une dynamique globale de rénovation est donc bien poursuivie. Concernant les programmes de financement, il pourrait être utile d'intégrer les différentes aides disponibles, dont les certificats d'économie d'énergie (CEE).

De plus ces actions sont enrichies par un effort de structuration et d'accompagnement de la filière de rénovation des acteurs du territoire. On peut néanmoins suggérer la promotion de l'emploi des matériaux biosourcés, le soutien aux filières locales, voire l'incitation à la création de filières de matériaux biosourcés.

Enfin la rénovation énergétique du bâti peut être couplée, pour certains secteurs exposés, avec de l'isolation phonique.

Rénovation du tertiaire

L'accompagnement de la rénovation du secteur tertiaire ne fait pas l'objet d'une action spécifique ; néanmoins elle est suggérée par une action plus globale sur le secteur « industriel » (au sens large)¹². Il serait utile que la rénovation énergétique du secteur tertiaire soit mieux explicitée, voire qu'elle dispose d'un accompagnement équivalent à l'accompagnement prévu pour le secteur résidentiel. Il serait notamment utile de confronter les objectifs du plan climat aux objectifs du décret tertiaire, en distinguant le « petit » et le « grand » tertiaire¹³.

3 Mobilités et transports

9 À priori 7200 logements individuels plus 2000 logements collectifs sur la période 2015-2030 (stratégie, p.18).

10 Action 11 : Sensibiliser et mobiliser les habitants et les bailleurs à la rénovation énergétique du bâti et la sobriété énergétique grâce à des outils et des opérations ciblées.

11 Action 12 : Accompagner les professionnels du bâtiment dans la structuration d'une filière locale.

12 Action 22 : Sensibiliser et soutenir les entreprises dans leur transition écologique

13 Le seuil de passage entre le petit et le grand tertiaire est fixé à 1 000 m².

Planification des mobilités

La seule planification globale des mobilités concerne l'organisation du télétravail sur le territoire¹⁴. C'est une approche utile et opportune.

L'élaboration d'un plan local de déplacement (PLD) serait utile, pour organiser une approche globale et exhaustive des mobilités. Ce plan de mobilité pourrait être décliné par les PLU.

Le plan climat pourrait relayer les aides favorables à la transition des mobilités, des partenaires institutionnels, comme le Conseil régional, IDF Mobilité ; par exemple, sur la mise en œuvre d'un plan cyclable.

Le plan ne prévoit pas l'élaboration d'un plan de déplacement administration (PDA), ni l'accompagnement de la rédaction des plans de déplacement entreprise (PDE). Cet ensemble d'actions serait utile à la planification des mobilités du territoire. Le cas échéant, outre l'optimisation des déplacements des employés et salariés, ces plans pourraient aussi s'intéresser à la transition des flottes de véhicules.

Plusieurs actions demanderont des investissements (*cf. infra*), dont l'ensemble est fixé à 1 million d'euros¹⁵. Il serait utile de ventiler ses investissements dans les différentes actions concernées.

Transition des flottes

Une fiche action vise à favoriser la transition des flottes de véhicules : le déploiement de bornes électriques (IRVE) et d'avitaillement GNV¹⁶, qui s'inscrit dans la démarche départementale pilotée par le SDESM. Les objectifs semblent néanmoins modestes d'ici à 2026, 10 bornes IRVE et 2 installations GNV, et respectivement 20 bornes et 5 stations d'ici 2030. À titre indicatif, l'objectif gouvernemental de 100 000 points de charge correspond à un ratio de 1 point de charge pour 382 véhicules. Il serait utile de préciser l'adéquation de ce déploiement avec les besoins.

Il est à noter que la loi d'orientation des mobilités prévoit la possibilité, pour les collectivités locales et les intercommunalités, de réaliser un schéma directeur de développement des stations de recharge pour véhicules électriques¹⁷ ouvertes au public. Il s'agit d'un dispositif facultatif qui donne à la collectivité un rôle de pilotage de l'offre de recharge sur son territoire, pour aboutir à une offre coordonnée entre les différents maîtres d'ouvrage publics et privés, cohérente avec les politiques locales de mobilité et adaptée aux besoins. Les territoires couverts par un schéma directeur bénéficieront jusqu'à fin 2025 d'une prise en charge à 75 % des coûts de raccordement des installations de recharge ouvertes au public. Cette prise en charge des coûts de raccordement est cumulable avec les aides du programme « ADVENIR », prenant en charge environ 60 % des coûts d'installation des bornes ouvertes au public.

Il serait utile que le PCAET complète ses actions par des mesures visant les transitions des flottes captives : celles de la collectivité, voire des acteurs du territoire. Ainsi les actions d'animation en vue de l'élaboration des plans de mobilités pourraient prévoir un volet en ce sens. Cette approche pourrait utilement être élargie aux autres flottes de la collectivité et de ses communes.

Mobilités partagées (transport en commun, autopartage, etc.)

14 Action 17 : Soutenir le développement du télétravail

15 Plan d'actions, p.60

16 Action 19 : Favoriser l'emploi de véhicules moins polluants

17 cf. <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2021%20-%20Guide%20sch%C3%A9ma%20directeur%20IRVE.pdf>

Des objectifs concernant les modes de déplacements partagés ont été fixés pour 2030 : augmentation de 10 % de la part modale des transports en communs ; augmentation du nombre de passagers par véhicule de 1,4 à 1,8, notamment grâce au covoiturage. Les objectifs opérationnels sont : d'augmenter les places de stationnement réservés au covoiturage¹⁸ ; la communication et l'incitation de l'usage des transports en commun¹⁹.

Une action visant à la fiabilisation de l'offre de transport en commun, répondant aux besoins réels des usagers, serait utile. En effet, l'offre où les trajets peuvent parfois être sinueux, ou ne sont pas adaptés aux besoins : ce qui peut influencer les usagers à utiliser la voiture. Ainsi une optimisation des trajets et des dessertes des transports en commun, favorisant la satisfaction des usagers, serait utile et pertinente dans le plan d'actions.

Un changement de comportement est difficile et long²⁰. Le partage de véhicules est par ailleurs moins coûteux qu'un système de transport à la demande. Le lancement d'un tel réseau doit être pleinement porté sur le territoire, notamment à travers une campagne de sensibilisation de longue durée.

Mobilités actives (vélo, marche)

Le principal objectif est de favoriser l'usage des modes actifs dans les déplacements. Des objectifs chiffrés ont été fixés : augmentation de 5 % de la part modale des modes actifs d'ici 2030, 2 % d'ici 2026 ; la création de 5 km linéaire de mobilité douces d'ici 2026.

Les fiches actions en liens avec les mobilités actives proposent de : réaliser un schéma directeur cyclable, de sensibiliser les usagers, d'ouvrir des passages jusque-là inaccessibles (aqueducs)²¹ ; de mettre en place des pedibus²².

Il est dommage que l'élaboration d'un plan cyclable ne soit pas déjà réalisé, de nombreuses collectivités sont déjà dans le déploiement. L'élaboration et la mise en œuvre de ce plan devrait être prioritaire et rapide. En effet, les questions des stationnements vélos et celles du réseau de pistes cyclables constituent des enjeux de mobilité pour le territoire.

Transports de marchandises

Bien que le PCAET fixe un objectif prioritaire de diminuer les émissions de GES liées au transport de marchandise, il demeure silencieux sur les actions à entreprendre.

L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports de marchandises n'est traduite qu'au travers d'une action de développement du GNV. Il aurait été opportun pour compléter cette action, de bien identifier sur le territoire, un développement cohérent de la logistique, de développer la complémentarité entre les modes et favoriser le report modal vers des modes de livraisons plus respectueux de l'environnement, notamment sur le dernier kilomètre. Cette prise en compte du transport des marchandises peut être intégrée dans l'élaboration du PLD évoqué plus haut.

4 Développement des énergies renouvelables et des réseaux de chaleur

18 Action 18 : Développer le covoiturage

19 Action 21 : Rendre les transports en commun plus attractifs et compléter l'offre

20 A titre de retour d'expérience, la commune de Moissac dans le Tarn-et-Garonne a lancé le système Rezo Pouce en 2010. Le démarrage a été lent avec moins de 2 % des 13 000 habitants inscrits la première année. Après neuf ans d'existence, le chiffre atteint 7 %.

21 Action 20 : Agir pour étendre l'usage du vélo et de la marche à pied

22 Action 21 : Rendre les transports en commun plus attractifs et compléter l'offre

Enjeux et contexte

Le scénario prévoit une production de 175 GWh en 2030. Avec les potentiels identifiés sur le territoire, cet objectif va au-delà de l'objectif national de 32 % d'ENR consommés en 2030 (loi LTECV). La stratégie consiste essentiellement à développer la biomasse (méthanisation et bois-énergie, pour 100 GWh), le solaire photovoltaïque (25 GWh) et l'hydroélectrique (24 GWh). La stratégie prévoit aussi le développement de 5GWh de géothermie sur pompe à chaleur.

Une ambiguïté demeure concernant l'éolien : 20 GWh de production sont annoncés pour 2030, alors que l'orientation du plan d'action indique que ce type d'ENR présenterait trop de contraintes, sans justifier sa position.

Planification des énergies

Le PCAET ne prévoit pas l'élaboration d'un schéma directeur des énergies. Ce document pourrait permettre d'organiser et d'optimiser la consommation et la production des énergies, notamment les énergies renouvelables. Il pourrait ainsi viser à prioriser les filières à développer, et à identifier de nouveaux sites projets et de nouveaux porteurs.

Le plan climat prévoit néanmoins plusieurs actions en lien avec la planification : le développement des projets citoyens et participatifs²³ ; un plus grand recours aux énergies renouvelables, y compris produites en dehors du territoire²⁴.

Comme pour l'ensemble des projets de développement des énergies renouvelables, il est particulièrement recommandé de bien prendre en compte l'acceptabilité des projets, et leur intégration paysagère, les projets citoyens et participatifs y contribuent. Ces actions concrètes sur le territoire constituent par ailleurs une vitrine dont le retour d'expérience sera utile.

Il est remarquable qu'une collectivité favorise le recours plus systématique aux énergies renouvelables, y compris lorsqu'elles sont produites en dehors du territoire.

Énergies renouvelables et de récupération thermiques (sauf bois-énergie)

La fiche action en lien avec le développement des énergies renouvelables thermique se limite à sensibiliser les publics au recours à la méthanisation²⁵. L'action semble assez peu ambitieuse, alors que sur le territoire, un projet de valorisation énergétique de biomasse sur la commune de Morêt-Loing-et-Orvanne entrera en fonction en juin 2021. L'unité de méthanisation, d'une capacité de 26 GWh/an, permettra la production de biométhane qui sera injecté au réseau de distribution de gaz naturel.

Il semble que le territoire ne dispose pas encore de ressource d'énergie fatale. Si, à l'avenir, des projets d'activités générateur de chaleur fatale (par exemple des datacenters), devaient émerger, il serait utile que leur emplacement soit choisi afin de permettre son exploitation. Cette disposition pourrait utilement apparaître dans les documents d'urbanisme.

Bois-Energie

L'exploitation du bois-énergie apparaît explicitement dans la stratégie mais ne fait pas l'objet de fiche action quant à sa production. Sa mobilisation sur votre territoire nécessite un diagnostic précis d'identification du potentiel exploitable.

23 Action 29 : Favoriser le développement des projets participatifs et citoyens

24 Action 30 : Avoir une part plus grande d'énergie verte dans la consommation énergétique de la communauté de communes

25 Action 24 : Soutenir la filière méthanisation

De plus, les chaufferies bois de forte puissance doivent être privilégiées (puissance supérieure à 1 MW) car elles sont soumises à des normes environnementales et garantissent ainsi un impact environnemental moindre. L'action visant à encourager le remplacement des équipements de chauffage au bois peu performant²⁶ pourra aussi contribuer à ne pas dégrader la qualité de l'air. La consommation de plaquettes de bois devra également être privilégiée, car sa production est le plus souvent locale, au contraire des granulés majoritairement produits ailleurs dans l'UE.

Développement des réseaux de chaleur

Il n'existe à priori pas de réseaux de chaleur sur le territoire. Il ne semble pas que le territoire soit propice à la création de réseaux de chaleur de grandes étendues ; des petits réseaux de chaleur locaux pourraient être néanmoins envisagés.

Énergies renouvelables électriques

C'est essentiellement le développement du photovoltaïque diffus qui est poursuivi dans le plan d'action. Dans ce cadre, la fiche pourrait être utilement complétée par la mise en place de formations à la pose de panneaux PV à l'attention des artisans du territoire, en partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat.

Il serait utile que la collectivité définisse sa stratégie de développement du solaire photovoltaïque en priorisant les surfaces artificialisées. Le développement d'un cadastre solaire du territoire peut-être utile, à condition qu'il soit précisé ce que pourrait apporter de plus ce cadastre par rapport au cadastre régional.

5 Qualité de l'air

Conformément à la loi LOM, un plan d'action pour la qualité de l'air est adjoint au PCAET.

5.1

Don

nées et objectifs

Les données d'émissions sectorielles ont été récupérées auprès d'Airparif et la comparaison avec les objectifs du PREPA est satisfaisante.

Concernant les émissions d'oxyde d'azote (NO_x), on constate une confusion entre l'obligation d'atteindre les seuils européens en concentration et les objectifs de réduction d'émissions du PREPA. Cette confusion ne porte cependant pas à conséquence puisque les seuils européens pour les NO_x sont d'ores-et-déjà respectés sur tout l'EPCI.

Par contre, l'objectif NO_x du PREPA n'est pas respecté en 2018 et le plan prévoit de rattraper cet objectif seulement en 2024. Le respect des objectifs PREPA devant être obtenus au plus tôt, il est souhaitable que le plan renforce ses actions de réduction des émissions de NO_x ou bien accélère leur mise en œuvre. La même remarque s'applique aux objectifs concernant l'ammoniac (NH₃), dont la conformité avec ceux du PREPA n'est prévue qu'en 2025.

D'une manière générale, il est souhaitable de faire apparaître explicitement des objectifs biennaux de réduction des émissions comme cela est demandé par la réglementation, en effet, les graphiques présentés ne permettent pas d'estimer précisément ces objectifs biennaux.

Évaluation des actions

26 Action 25 : Rendre le bois énergie existant plus performant

D'une manière générale, le travail d'évaluation de l'impact des actions est relativement bien développé. Il convient cependant de revoir à la baisse certaines évaluations et de s'assurer systématiquement du lien effectif entre les résultats attendus de l'action et les baisses d'émissions envisagées.

L'action d'accompagnement des agriculteurs²⁷ semble majoritairement orientée sur la réduction des émissions primaires de particules fines (couverts végétaux), et n'aura donc que peu d'impact sur les émissions de NH₃. Or, l'analyse présentée conclut que la quantification des gains en émissions de particules n'est pas faisable, et que les gains en NH₃ sont estimés à partir d'un « ratio appliqué aux données d'évaluation d'impact des défis du PPA ». Afin de comprendre comment est calculé ce ratio, il est nécessaire de fournir les éléments qui sous-tendent ce calcul.

L'action concernant les espaces verts²⁸ présentée ne semble pas avoir d'impact sur les émissions de NH₃ ou de particules, mais seulement sur celles de produits phytosanitaires. Un impact pourrait cependant être obtenu en réorientant l'action vers l'utilisation d'appareils électriques plutôt que thermiques, ou encore en remplaçant les intrants les plus émetteurs de NH₃.

Dans l'action de sensibilisation des habitants et des bailleurs²⁹, l'objectif de renouvellement de 600 appareils au bois d'ici 2025 est très ambitieux (1/3 du parc), voire irréaliste, surtout si on considère qu'il sera atteint grâce à des actions de communication et sans aide financière³⁰.

Pour l'action de soutien au télétravail³¹, l'objectif de passage de 1,3 à 1,6 personnes par voiture en moyenne à l'échelle du territoire est surestimé par rapport aux résultats des opérations qui ont été menées ailleurs, d'autant plus que la collectivité est située en zone plutôt rurale ou le potentiel de covoiturage est plus faible.

L'action visant à favoriser les véhicules moins polluants³², le taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre appliqué est relativement fiable pour les NO_x et les COVNM, mais il ne l'est pas pour les particules fines (PM) étant donné que la moitié environ des particules fines émises par le trafic routier sont issues de l'abrasion (pneus, freins). Il faut donc au moins diviser par 2 la réduction attendue sur ce type d'émission.

Étude zone à faible émission pour les mobilités (ZFEm)

L'analyse proposée est satisfaisante au regard de l'absence de dépassement des seuils des oxydes d'azote et des particules fines sur le territoire, y compris dans les zones denses.

Solutions pour les ERP sensibles

L'absence de dépassements ne nécessite pas d'actions sur les ERP sensibles.

6 Économie circulaire

La transition vers une économie circulaire du territoire est vue principalement sous deux axes : les déchets et les circuits courts alimentaires. Il y a néanmoins une action qui a une approche plus

27 Action 5 : Proposer un accompagnement de proximité aux agriculteurs du territoire

28 Action 7 : Opter pour un aménagement et une gestion écologique des espaces verts publics...

29 Action 11 : Sensibiliser et mobiliser les habitants et les bailleurs à la rénovation énergétique du bâti...

30 le fonds Air Bois de l'Essonne n'a réussi à remplacer que 220 appareils en presque 3 ans sur une cible de 30 000 appareils et avec des aides financières de 2 000 € par appareil

31 Action 17 : Soutenir le développement du télétravail

32 Action 19 : Favoriser l'emploi de véhicules moins polluants

globale³³ qui pourrait intégrée par exemple aussi les circuits courts énergétiques, les matériaux biosourcés, etc.

La collectivité est invitée à développer une méthodologie susceptible de quantifier les bénéfices, directs ou indirects, des actions envisagées vis-à-vis des enjeux prioritaires d'un PCAET, en particulier sur l'évitement d'émission de GES et l'efficacité énergétique. Enfin, il serait utile d'identifier les sites et les activités favorables aux synergies de substitution (échanges ou partage de flux) et de mutualisation (équipements, de services et de ressources matérielles ou immatérielles), afin de stimuler des projets opérationnels d'écologie industrielle et territoriale.

Il serait utile d'associer les compétences, savoir-faire et services proposés par des structures ressources d'Île-de-France. Le GIP Maximilien dans le cadre de son programme d'accompagnement à l'intégration de critères et clauses environnementales et circulaires dans les marchés publics. Celle de l'Institut Paris Région dans le cadre des réflexions sur les méthodes liées aux indicateurs d'économie circulaire. Ceci permettra de préciser et d'évaluer les bénéfices des actions en lien avec l'économie circulaire vis-à-vis des enjeux prioritaires du PCAET, en particulier la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'efficacité énergétique. Les réflexions de « Vivre avec TCO2E », qui donne des éléments de calculs sur les axes de vie (se nourrir, se loger, se mouvoir individuellement, se vêtir, s'équiper, se divertir, se soigner, etc.), ainsi que le modèle de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) et l'évolution des usages dans le bâti seraient utiles³⁴.

Déchets

La collecte des biodéchets est abordée : sur la restauration collective³⁵ ; les achats publics³⁶ ; la sensibilisation des habitants³⁷ ; l'optimisation des collectes et la réduction de la production de déchets³⁸. La mise en place de la collecte séparée des biodéchets, prévue au 31 décembre 2023, est mentionnée. Le compostage individuel ou collectif ne pourra constituer qu'une partie de la solution et la méthanisation, également évoquée, nécessitera une collecte sélective. Il est important de parvenir à réduire la quantité de déchets collectés, cette diminution ne sera que progressive dont les objectifs chiffrés et le calendrier de mise en œuvre devront être précisés, par ailleurs la tarification incitative pourrait être considérée.

Des actions relatives à la gestion des déchets sont mentionnés. Des objectifs chiffrés associé à un calendrier serait utile et le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) d'Île-de-France (2019) pourrait utilement aider à améliorer le plan d'action³⁹.

Alimentation

Le plan d'action vise à : engager une réflexion sur la consommation alimentaire du territoire⁴⁰ ; soutenir les circuits courts locaux⁴¹. Il pourrait être utilement envisagé à terme la création d'un plan alimentaire territorial (PAT).

33 Action 23 : Développer les mutualisations et l'économie circulaire

34 cf. <https://www.ieefc.eu/leconomie-de-fonctionnalite-de-cooperation/>

35 Action 4 : Travailler avec les restaurations collectives pour y accroître la part des produits locaux et biologiques.

36 Action 8 : Repenser les achats publics et les pratiques, pour les rendre plus responsables et plus économes en ressources

37 Action 9 : Renforcer l'information sur les déchets à destination des habitants

38 Action 10 : Améliorer les collectes et la valorisation des déchets

39 cf. <https://www.iledefrance.fr/PRPGD>

40 Action 2 : Engager une réflexion globale sur l'offre et la demande alimentaire du territoire

41 Action 3 : Soutenir les circuits de proximité au sein de la société civile

7 Secteurs industriels et agricoles

Industrie

Le secteur industriel fait l'objet d'une fiche action avec plusieurs sous actions⁴² : faire adhérer les entreprises aux enjeux de la transition énergétique, créer un environnement propice et attirer les éco-entreprises sur le territoire, sensibiliser les entreprises à leurs responsabilités sociétales et environnementales.

Cette animation territoriale est globalement satisfaisante, mais pourrait être enrichie. Il est rappelé que les industries peuvent concourir à la réduction des émissions par trois voies : l'amélioration de l'efficacité de leur processus de fabrication, l'efficacité idoine de leurs fournisseurs, enfin la sobriété de leur installation (notamment le bâti) et de la mobilité de leurs employés et marchandises. Si la collectivité peut avoir un rôle réduit sur les deux premiers volets, sinon les rappeler à leurs devoirs environnementaux et de faire preuve d'ambition⁴³, pour la dernière partie, la collectivité peut avoir un rôle d'accompagnement. Ainsi inciter à la rénovation et à l'efficacité de leur patrimoine bâti ; accompagner l'élaboration des plans de déplacement entreprise et inter-entreprise (PDE, PDiE) ; co-organiser la mobilité logistique des entreprises.

Agriculture

Les actions envisagées sont globalement satisfaisantes. Cependant le plan d'action pourrait aussi faire apparaître un objectif de substitution complète des carburants fossiles, par les ressources issues de la méthanisation, mais aussi en diminuant drastiquement les consommations d'énergie du bâti agricole et des véhicules.

8 Actions sur le patrimoine et les compétences

Il est à noter que le BEGES patrimoine et compétence était attendu dans le cadre du diagnostic du PCAET, conformément à l'article L.229-25 du code de l'environnement. Il aurait permis de proposer d'ambler des actions pertinentes.

Le patrimoine et les compétences de la collectivité font l'objet de plusieurs fiches actions

Cet ensemble constitue un tout satisfaisant, qui participe à l'exemplarité de la collectivité. Il serait plus qu'utile que ces actions concernent à la fois le patrimoine et les compétences de l'intercommunalité mais aussi de toutes les communes adhérentes.

Un audit énergétique du bâti patrimonial qui devra mener à l'établissement d'un plan de rénovation est prévue. Il était attendu dans le cadre du diagnostic de ce plan climat : des actions de rénovations auraient déjà pu être programmées. Dans ce plan de rénovation, il serait aussi utile d'intégrer les énergies renouvelables et les matériaux biosourcés dans le bâti patrimonial.

Le plan d'action ne suggère pas l'établissement d'un plan de déplacement administration (PDA) : il faudrait un engagement de la collectivité pour réaliser ce type de plan qui permet de structurer l'ensemble des engagements qu'elle porte déjà en ajoutant des actions manquantes comme la transition de ces flottes de véhicules.

⁴² Action 22 : Sensibiliser et soutenir les entreprises dans leur transition écologique

⁴³ cf. <https://www.ecologie.gouv.fr/responsabilite-societale-des-entreprises>

Si l'on peut se réjouir que soit intégrée cette disposition relative à la « commande publique durable »⁴⁴, elle mériterait d'être déclinée par type de flux et/ou de segments d'achats et plus approfondi en fonction des cycles de vie. La collectivité pourrait prendre connaissance des cycles de formations prévus dans le cadre de la Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE, opérée en Île-de-France par le GIP Maximilien). Cela lui permettra d'élargir le spectre des critères « climat » aux critères « économie circulaire », en recensant parmi ces derniers lesquels peuvent participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

9 Actions sur les documents d'urbanisme

Une seule action du plan climat vise spécifiquement les documents d'urbanisme : elle vise essentiellement au confort du bâti dans le cadre du changement climatique⁴⁵.

Le projet de PCAET n'indique pas si un plan local de l'habitat (PLH) ou un plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi) sont envisagés. Par ailleurs le projet de plan n'indique pas si elle a de fait acquis ou non cette compétence au 1er janvier 2021⁴⁶. Ces éclaircissements seraient utiles.

Le PCAET a bien intégré la déclinaison de ses objectifs dans les documents d'urbanisme sur le principe, mais ne précise pas les champs de cette prise en compte, excepté l'action citée.

L'accompagnement de la révision des PLU pourrait donc intégrer des objectifs de transition énergétique du bâti, de l'emploi des matériaux biosourcés, de l'emploi des EnR, des mobilités et d'adaptation. Il pourrait aussi être envisagé la protection de certaines zones naturelles et agricoles du territoire afin de préparer l'adaptation au changement climatique, garantir la ressource en eau, et protéger la biodiversité. Concernant la protection des espaces agricoles il existe des outils comme les zones agricoles protégées (ZAP) et les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP) qui pourraient utilement être utilisés par le territoire.

Nous recommandons aussi que le potentiel de réduction des déplacements routiers soit aussi exploré dans le cadre des documents d'urbanismes ainsi que la réduction de l'exposition des habitants à un air de mauvaise qualité. Des documents pourront utilement alimenter cette réflexion :

- Les OAP du PLU, guide de recommandations juridiques de la DHUP, novembre 2019⁴⁷ ;
- Guide sur les dispositions opposables du PLU, DHUP, mars 2020⁴⁸.

La planification permettra d'impulser des changements profonds dans la gestion de l'espace en accord avec les objectifs de la transition énergétique. Nous recommandons que la collectivité et les communes associent la DDT pour à la fois recourir à ses conseils, et qu'un retour d'expérience en soit tiré.

10 Adaptation, séquestration et biodiversité

44 Action 8 : Repenser les achats publics et les pratiques, pour les rendre plus responsables et plus économes en ressources

45 Action 13 : Anticiper le changement climatique

46 cf. https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000028774440

47 cf.

http://www.club-plui.logement.gouv.fr/IMG/pdf/guide_juridique_orientations_aménagement_et_programmation_plu_-_nov_2019.pdf

48 cf. https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-03/Guide_PLU_18_03_20_BD_WEB.pdf

Adaptation et biodiversité

La seule action relevant de la préparation à l'adaptation au changement climatique porte sur la gestion écologique des espaces verts⁴⁹ urbain ainsi que le ré-emploi des eaux pluviales. Elle vise à encourager la végétalisation des zones denses pour limiter les îlots de chaleur. Ce qui est une première approche satisfaisante.

Il est cependant regrettable que le PCAET ne s'engage pas dans une démarche de réflexion sur les transformations nécessaires du territoire face aux effets du changement climatique. En premier lieu la prise en compte des risques tels que les crues, les inondations, le retrait-gonflement des argiles. Ils devraient notamment être intégrés dans les PPRI du territoire.

Séquestration

Une action vise à accroître les capacités de séquestration⁵⁰. Néanmoins elle demeure vague dans les objectifs concrets qu'elle se fixe. La collectivité pourrait dans un premier temps s'engager à ne plus artificialiser des sols supplémentaires, et anticiper l'obligation du zéro artificialisation nette en 2050.

Suivi du plan

Le dispositif de suivi et d'évaluation ne fait pas l'objet d'actions spécifiques, par ailleurs aucune description de ce suivi n'est présente dans le plan climat, ce qui est pourtant requis. Néanmoins les fiches actions s'appuient bien sur des indicateurs et des objectifs à atteindre.

Intégration du plan dans le contexte territorial, notamment la concertation

La collectivité a fait le choix de mener une concertation préalable aux modalités librement choisies conformément à l'article L.121-16 du code de l'environnement. La collectivité a, dans le cadre du droit d'initiative, publiée le 5 novembre 2018 une déclaration d'intention sur le site de la préfecture de département. La déclaration d'intention est peu détaillée sur les intentions initiales de la collectivité.

En termes de modalités de concertation préalable avec les acteurs du territoire, l'intercommunalité prévoyait l'organisation d'une réunion publique et la mise en place d'une plateforme participative. Cependant, en l'absence d'un bilan complet de cette concertation, il est difficile de juger de la pleine application des modalités inscrites dans la déclaration d'intention et des enseignements de cette démarche. Pour rappel, le bilan de la concertation préalable doit être rendu public d'après l'article L.121-16 du code de l'environnement et constitue l'une des pièces à mettre à la disposition du public dans le cadre de la procédure de consultation du public par voie électronique, conformément à l'article L.123-12 du code de l'environnement. Il devra donc être présenté lors de la consultation du public à venir (en phase aval).

Les actions qui impliquent les publics font l'objet de plusieurs fiches actions : faire connaître les acteurs du territoire au grand public⁵¹ ; la création d'une boîte à outil communautaire⁵².

Pour une efficacité de son PCAET et l'implication de ses habitants et de ses acteurs du territoire, la collectivité doit identifier et planifier avec les associations et structures locales les volets de sensibilisation. En effet, les associations d'éducation à l'environnement et au

49 Action 7 : Opter pour un aménagement et une gestion écologique des espaces verts publics

50 Action 6 : Accroître la capacité de séquestration carbone du monde agricole

51 Action 31 : Faire connaître les acteurs du territoire auprès du grand public

52 Action 32 : Alimenter un réseau intercommunal sur les thématiques environnementales

développement durable (EEDD) concentrent de vraies compétences en termes de pédagogie, d'éveil de conscience et d'accompagnement au passage à l'action, ce que de simples campagnes de communication ne permettent pas. Elle permet une meilleure appropriation des objectifs et du programme d'actions du territoire auprès des publics et contribue au « passage à l'action » et à rendre les citoyens acteurs de la transition énergétique sur le territoire. Les structures partenaires d'EEDD devraient être identifiées précisément dans la déclinaison du plan d'actions, pour aider la collectivité à impliquer la société civile, à faciliter l'émergence d'initiatives citoyennes exemplaires et garantir l'acceptabilité des projets.



Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE

**Avis délibéré
de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-
de-France sur le projet de Plan Climat-Air-Energie Territorial
(PCAET) de la communauté de communes
Moret Seine-et-Loing (77)**

N°MRAe 2021 –6540
en date du 21 octobre 2021

Synthèse de l'avis

Le présent avis porte sur le projet de plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la Communauté de communes de Moret Seine-et-Loing (CCMSL), et sur son « rapport d'évaluation environnementale » daté de juin 2021. Il est émis préalablement à l'adoption de ce plan.

Le PCAET doit permettre à la CCMSL de mettre en cohérence les politiques publiques sur son territoire, avec pour finalités l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la transition énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air. Le projet de plan définit, à l'échelle du territoire de la CCMSL, les objectifs pour 2030 et 2050 de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie. Il comporte un programme d'actions 2021-2026 ainsi qu'un programme d'actions pour la qualité de l'air d'ici à 2025. Il doit être compatible avec le schéma régional climat-air-énergie (SRCAE).

Les principaux enjeux environnementaux pour ce projet concernent :

- **l'atténuation du changement climatique** visant à atteindre la neutralité carbone, à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amplification de la séquestration de ces gaz ;
- **l'adaptation au changement climatique**, à travers l'adaptation de l'aménagement du territoire et la protection des milieux et ressources naturels ;
- **L'amélioration de la qualité de l'air**, à travers la réduction des émissions de polluants atmosphériques et la prévention des risques sanitaires associés ;
- **la transition énergétique**, à travers la modération de la consommation énergétique et le développement des énergies renouvelables et de récupération.

Les principales recommandations de la MRAe sont de :

- préciser et compléter les conditions de mise en œuvre des actions par les acteurs concernés (communes notamment) et mentionner les dispositions (orientations, objectifs et actions, suivi et évaluation) du PCAET qui devront être intégrés dans les documents communaux de programmation ou de planification afin notamment de limiter l'artificialisation des sols, de préserver la biodiversité existante et de réduire les risques naturels du territoire ;
- présenter une analyse de l'articulation du projet de PCAET avec les différents documents de rang supérieurs (SDRIF compris) ;
- définir des modalités de mise en œuvre des actions dédiées au secteur des transports permettant de mieux apprécier leur contribution à l'atteinte des objectifs fixés par le projet de PCAET pour 2030 ;
- justifier l'efficacité du programme d'action du projet de PCAET et, le cas échéant, compléter le programme, le programme d'actions du projet de PCAET en matière de séquestration des GES et d'adaptation au changement climatique, et le cas échéant, compléter le programme d'action en intégrant notamment des mesures précises, territorialisées et suffisamment contraignantes afin de limiter l'artificialisation des sols, préserver la biodiversité existante et réduire les risques naturels du territoire ;
- compléter le plan air par la définition d'objectifs biennaux conformément aux exigences réglementaires attendues pour les plans air et par la description des incidences positives et négatives du projet de PCAET sur la qualité de l'air ;
- mettre en cohérence la stratégie et le programme d'actions du projet de PCAET concernant l'absence ou non de déploiement d'éoliennes sur le territoire de la CCMSL.

La MRAe a formulé d'autres recommandations plus ponctuelles, dans l'avis détaillé ci-après. La liste complète des recommandations figure en annexe du présent avis.

Sommaire

Synthèse de l'avis.....	2
Sommaire.....	3
Préambule.....	4
Avis détaillé.....	5
1. Présentation du projet de document.....	5
1.1. Contexte et présentation du projet de document.....	5
1.2. Modalités d'association du public en amont du projet de document.....	6
1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe.....	7
2. L'évaluation environnementale.....	7
2.1. Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale.....	7
2.2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur.....	8
2.3. Justification des choix retenus et solutions alternatives.....	9
3. Analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet de PCAET.....	10
3.1. L'atténuation du changement climatique (neutralité carbone).....	10
3.2. L'adaptation au changement climatique.....	11
3.3. L'amélioration de la qualité de l'air.....	13
3.4. La transition énergétique.....	15
4. Suites à donner à l'avis de la MRAe.....	17
ANNEXE.....	19
Liste des recommandations par ordre d'apparition dans le texte.....	20

Préambule

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France a été saisie par la Communauté de communes de Moret Seine-et-Loing (CCMSL) pour rendre un avis sur son projet de plan climat-air-énergie territorial (PCAET) et son dossier d'évaluation environnementale, réalisé en application de l'[article R. 122-17 I 10° du code de l'environnement](#) et daté du 29 juin 2021.

Cette saisine étant conforme à l'[article R. 122-17 IV du code de l'environnement](#) relatif à l'autorité environnementale compétente, il en a été accusé réception par le pôle d'appui à la MRAe le 23 juillet 2021. Conformément au premier alinéa du IV de l'[article R. 122-21 du code de l'environnement](#), l'avis doit être rendu dans le délai de trois mois à compter de cette date.

Conformément aux dispositions de l'[article R. 122-21 II du code de l'environnement](#), le pôle d'appui a consulté le directeur de l'agence régionale de santé d'Île-de-France le 2 août 2021.

La MRAe s'est réunie le 21 octobre 2021. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet de plan climat-air-énergie Territorial (PCAET) de la Communauté de communes de Moret Seine-et-Loing (77).

Sur la base des travaux préparatoires du pôle d'appui et sur le rapport de Noël Jouteur, coordonnateur, après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Chacun des membres ayant délibéré atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

Il est rappelé que pour tous les plans ou programmes soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou programme mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou programme. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du plan ou programme et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Au même titre que les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public, le maître d'ouvrage prend en considération l'avis de l'autorité environnementale pour modifier, le cas échéant, son plan ou programme. Cet avis, qui est un avis simple, est un des éléments que l'autorité compétente prend en considération pour prendre la décision d'adopter ou non le plan ou programme.

Avis détaillé

Le système européen d'évaluation environnementale des projets, plans et programmes est fondé sur la [directive 2001/42/CE du parlement européen et du conseil du 27 juin 2001](#) relative à l'évaluation des incidences de certaines planifications sur l'environnement¹ et sur la [directive modifiée 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011](#) relative à l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Les démarches d'évaluation environnementale portées au niveau communautaire sont motivées par l'intégration des préoccupations environnementales dans les choix de développement et d'aménagement.

Conformément à ces directives un avis de l'autorité environnementale vise à éclairer le public, le maître d'ouvrage, les collectivités concernées et l'autorité décisionnaire sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet, plan ou programme.

1. Présentation du projet de document

1.1. Contexte et présentation du projet de document

L'élaboration du PCAET de la CCMSL a été lancée le 12 novembre 2018, le projet de PCAET a été validé en conseil communautaire le 30 juin 2021.

La CCMSL, située au sud du département de Seine-et-Marne (77), se compose de 18 communes². Elle compte 47 231 habitants (INSEE 2018) répartis sur 230 km². Les pôles urbains se concentrent le long de la Seine, notamment au sein de la commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne, où se situe le siège de la CCMSL et qui concentre 12 552 habitants, soit un quart de la population intercommunale.

Le territoire de la CCMSL est couvert en très grande partie par des espaces naturels, agricoles et forestiers (88 %), avec notamment 57 % d'espaces agricoles et 31 % d'espaces forestiers (p.19 du rapport de diagnostic). Il se distingue par sa richesse écologique, qui se traduit notamment par l'existence de trois sites Natura 2000³ et de 30 zones d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), cinq secteurs faisant l'objet d'arrêtés de protection de biotope et 14 espaces naturels sensibles (ENS). Il intercepte au nord-ouest une partie de la réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais français.

Traversé par quatre routes départementales (dont la D606, identifiée en catégorie 2 du classement sonore des infrastructures de transports terrestres), la ligne R du Transilien (cinq gares) et la ligne TER Paris Sud Est, ce territoire est caractérisé par des flux pendulaires.

- 1 L'environnement doit être compris au sens des directives communautaires sur l'évaluation environnementale. L'environnement couvre notamment les champs thématiques suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs (annexe I, point f de la directive 2001/42/CE sur l'évaluation environnementale des plans et programmes, annexe IV, point I 4 de la directive 2011/92/UE modifiée relative à l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement).
- 2 Champagne-sur-Seine, Dormelles, Flagy, La Genevraye, Montigny-sur-Loing, Moret-Loing-et-Orvanne, Nanteau-sur-Lunain, Nonville, Paley, Remauville, Saint-Mammès, Thomery, Treuzy-Levelay, Vernou-la-Celle-Sur-Seine, Villecerf, Villemaréchal, Villemer, Ville-Saint-Jacques.
- 3 Les trois zones de conservation spéciale (ZCS) « Rivières du Loing et du Lunain », « Basse vallée du Loing » et « Massif de Fontainebleau », ce dernier site étant également classé comme zone de protection spéciale (ZPS).

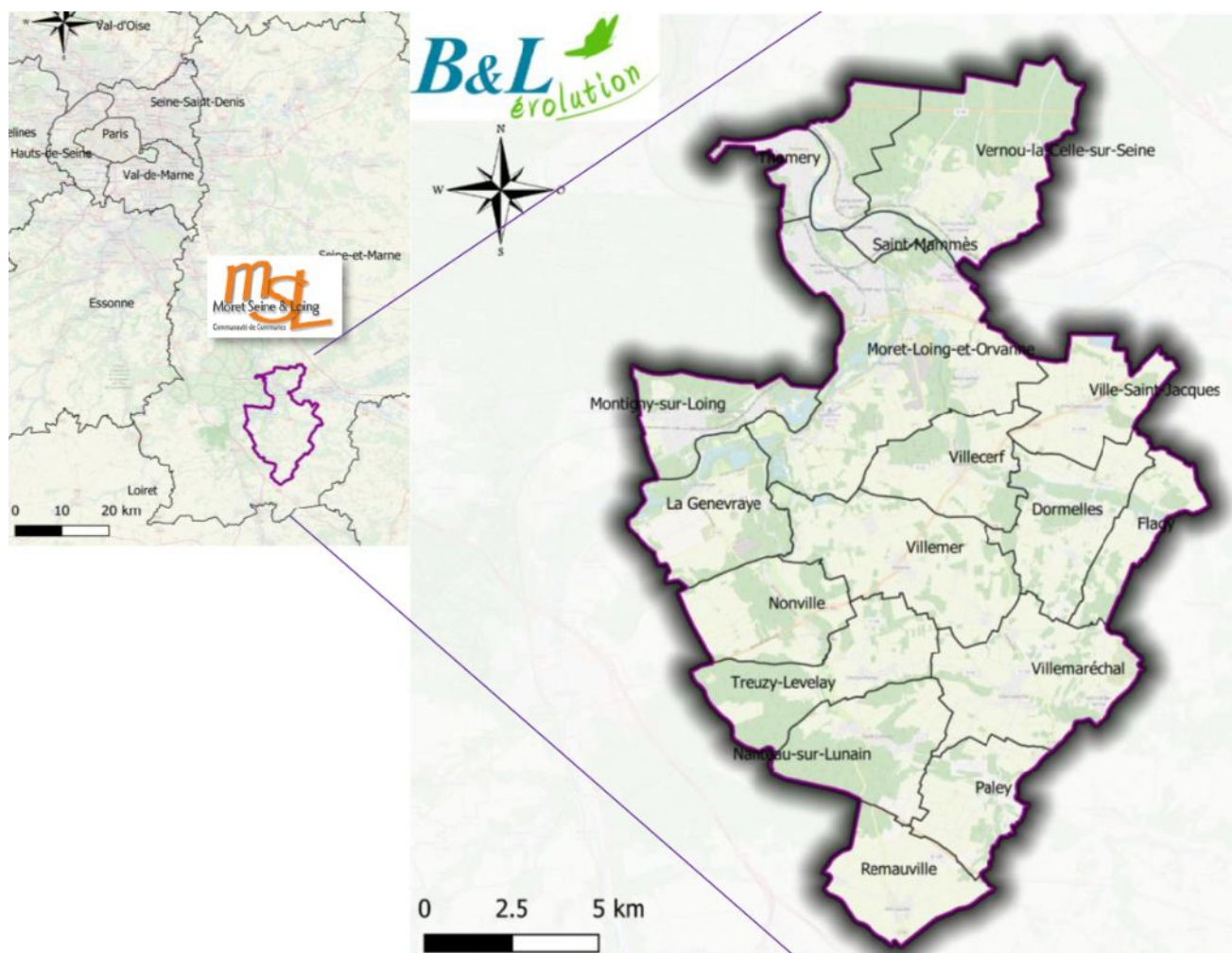


Figure 1: Localisation géographique de Moret Seine-et-Loing - extrait p.8 du rapport de diagnostic

Le territoire se caractérise également par un parc immobilier ancien, dont la rénovation énergétique apparaît comme un levier important de réduction de la consommation d'énergie et de l'empreinte carbone de la CCMSL.

1.2. Modalités d'association du public en amont du projet de document

- Les PCAET, soumis à une évaluation environnementale systématique, entrent dans les champs de la concertation préalable et du droit d'initiative au sens du code de l'environnement. La CCMSL a fait le choix de mener une concertation préalable aux modalités librement choisies, conformément à l'article L.121-17 du code de l'environnement. Dans le cadre du droit d'initiative, la collectivité a publié une déclaration d'intention⁴. Le bilan de la concertation est annexé au dossier présenté, ce qui permet d'apprécier le processus de participation dans sa globalité.

Concernant la concertation préalable avec les acteurs du territoire, l'intercommunalité a organisé des séminaires de lancement internes à la CCMSL en janvier et septembre 2019, une réunion de mobilisation du grand public en septembre 2019 et des ateliers thématiques pour les citoyens en novembre et décembre 2019, suivis

⁴ Encore disponible au jour de publication du présent avis, sur le site de la préfecture de Seine-et-Marne: <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention/Plan-Climat-Air-Energie-Territorial-Declaration-d-intention>

d'ateliers dédiés aux élus en avril 2020. La CCMSL précise qu'elle a choisi d'ouvrir ces événements destinés à la construction du programme d'actions du PCAET à tous les citoyens plutôt que de cibler des publics spécifiques (associations, entreprises). La CCMSL entend poursuivre cette dynamique d'association du public dans le cadre de la mise en œuvre du PCAET⁵.

Le bilan de la concertation n'apporte toutefois que peu d'éléments sur les échanges avec le public. Les solutions proposées par les citoyens, et éventuellement retenues dans le programme d'actions du PCAET, ne sont par exemple pas précisées, ce qui mérite d'être complété afin de pouvoir apprécier l'impact de l'association du public sur l'élaboration du projet de PCAET et la justification des choix effectués.

(1) La MRAe recommande de compléter le rapport d'évaluation environnementale en précisant les contributions apportées par la concertation publique à l'élaboration du projet de plan.

1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe

Pour la MRAe, les principaux enjeux environnementaux à prendre en compte dans le projet de PCAET de la CCMSL et son évaluation environnementale sont :

- **l'atténuation du changement climatique** visant à atteindre la neutralité carbone, à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amplification de la séquestration de ces gaz ;
- **l'adaptation au changement climatique**, à travers l'adaptation de l'aménagement du territoire et la protection des milieux et ressources naturels ;
- **l'amélioration de la qualité de l'air**, à travers la réduction des émissions de polluants atmosphériques et la prévention des risques sanitaires associés ;
- **la transition énergétique**, à travers la modération de la consommation énergétique et le développement des énergies renouvelables et de récupération.

2. L'évaluation environnementale

2.1. Qualité du dossier et de la démarche d'évaluation environnementale

Le dossier transmis à la MRAe pour avis comporte principalement : un **rapport de diagnostic** (divisé en deux parties, visant à résumer les enjeux et potentiels du territoire), des documents de présentation de la stratégie et du programme d'actions, un **plan air** et un **rapport d'évaluation environnementale stratégique** (comportant notamment un résumé non technique, un état initial de l'environnement, l'étude des incidences du programme d'actions, l'évaluation des incidences sur le réseau Natura 2000 et la description des mesures d'évitement, de réduction et de compensation)⁶. Dans son contenu, le dossier répond aux attendus de l'article R. 122-20 du code de l'environnement. En ce qui concerne la démarche d'évaluation environnementale, le déroulé et la méthode sont présentés dans le rapport d'évaluation environnementale stratégique (p.40 et 41).

Le résumé non technique, qui fait l'objet d'un premier chapitre du rapport d'évaluation environnementale (p. 6 à 33), est complet, accessible et illustré par des tableaux et chiffres clés, ce qui facilite la bonne compréhension des enjeux territoriaux et du projet de PCAET.

5 Une action (action 29) prévoit par exemple de favoriser le développement de projets participatifs et citoyens sur les énergies renouvelables. D'autres actions sont dédiées à la sensibilisation du public (action 9 dédiée à l'information sur les déchets, action 11 dédiée à la sensibilisation de la rénovation du bâti).

6 D'autres éléments ont été fournis par la CCMSL à savoir un document dédié à la stratégie du PCAET, un document dédié au plan d'actions et un bilan de la concertation.

Le diagnostic dressé par la CCMSL s'appuie sur un recensement complet et précis des différentes composantes de l'environnement. Les fiches synthèses du « Diagnostic-partie 2 » permettent de cibler rapidement les enjeux prioritaires sur le territoire. Les perspectives d'évolution de l'environnement en scénario tendanciel (en l'absence du PCAET) sont correctement appréhendées (p. 83 à 91).

D'après le document « plan d'actions du PCAET », six axes stratégiques sont définis : « agriculture et consommation », « bâtiment cadre et habitat », « mobilité », « économie », « nouvelles énergies », « communication interne et externe ». Ces axes s'inscrivent, selon la MRAe, en cohérence avec le diagnostic établi.

Le programme d'actions comprend 32 fiches actions réparties sur les six axes stratégiques. Le programme d'actions est listé par axe dans le rapport d'évaluation⁷. La MRAe note que l'absence de sommaire dans le document « plan d'action » ne rend pas aisée la lecture du document. Le programme d'actions s'avère souvent incomplet : certains objectifs présentés dans les fiches-actions ne sont pas fixés de manière quantitative, la répartition des responsabilités et l'articulation entre partenaires et pilotes des actions ne sont pas précisées. Les moyens humains dédiés à la mise en œuvre des actions ne sont pas suffisamment justifiés. Le caractère opérationnel du programme d'actions du PCAET mérite donc d'être renforcé et parfois démontré.

La MRAe constate que l'articulation du PCAET avec les documents d'urbanisme n'est que peu abordée dans les moyens mis en œuvre pour chaque action. Le projet de PCAET ne prévoit en effet qu'une action liée à la planification et celle-ci ne cible qu'un seul enjeu environnemental, à savoir l'adaptation au changement climatique (action 13 visant à végétaliser les zones urbaines les plus denses et à construire avec des solutions techniques optimisant le confort d'été). Or, pour la MRAe, plusieurs actions du projet de PCAET appellent une traduction dans les PLU pour en assurer la réalisation. À titre d'exemples, les actions liées à la limitation de l'artificialisation des sols, celles relatives à la mobilité visant à créer des zones de covoiturage, à installer des bornes électriques ou à encourager la proximité des services et commerces, de même que les actions encourageant la performance énergétique des bâtiments, ne trouvent pas leur traduction dans les documents d'urbanisme⁸.

La MRAe rappelle qu'en application de l'article L. 131-5 du code de l'urbanisme, introduit par l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020, les PLU (communaux ou intercommunaux) doivent à compter du 1^{er} avril 2021 être compatibles ou rendus compatibles avec le PCAET.

Les incidences, positives comme négatives, de chaque axe thématique sont analysées de manière qualitative (p.138). Elles méritent d'être complétées comme indiqué dans la partie 3 du présent avis.

Bien que les fiches-actions mentionnent des indicateurs de suivi, des objectifs souvent quantifiés et un calendrier, le projet de PCAET ne décrit pas le dispositif envisagé pour assurer le suivi et l'évaluation des actions.

(2) La MRAe recommande de :

- préciser les conditions de mise en œuvre des actions par les différents acteurs concernés ;
- définir les actions du PCAET qui devront être déclinées dans les documents d'urbanisme (PLU) ;
- présenter le dispositif de suivi et d'évaluation du programme d'actions ;
- expliciter la contribution du programme d'actions aux objectifs globaux du PCAET à l'horizon 2030.

2.2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur

Conformément à l'article R.122-20 du code de l'environnement, le rapport d'évaluation environnementale doit présenter l'articulation du PCAET avec les documents de planification de rang supérieur. Cette analyse est l'occasion de définir le scénario de référence, dont la réalisation est incertaine mais la plus probable, et d'identifier les marges de manœuvre pour le territoire.

⁷ p.30 et 31, la liste semble reprendre par erreur p.147 et 148.

⁸ L'existence ou l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ne sont pas mentionnées. Les plans d'urbanisme (PLU ou PLUi) devront être compatibles avec le PCAET.

Les documents de planification sur lesquels s'appuie la CCMSL sont listés et détaillés selon leurs objectifs (p.43 à 47). Sont évoqués : le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de la région Île-de-France, la stratégie nationale bas carbone (SNBC), le plan régional de la qualité de l'air de l'Île-de-France (PRQA), le plan de protection de l'atmosphère Île-de-France (PPA), la stratégie climat de la région Île-de-France et le schéma de cohérence territoriale Seine et Loing (SCoT).

Le rapport d'évaluation environnementale ne démontre pas comment le projet de PCAET s'articule avec ces documents. Il précise uniquement si le PCAET doit entretenir un rapport de compatibilité ou de conformité avec chaque document. La MRAe constate qu'il n'est dès lors pas possible d'apprécier qualitativement et quantitativement la cohérence entre le projet de PCAET et les autres documents. Le rapport ne présente pas, par exemple, de tableaux synthétiques permettant de comparer les objectifs des documents supérieurs avec ceux du projet de PCAET.

(3) La MRAe recommande de reprendre le rapport d'évaluation environnementale en détaillant la compatibilité ou la prise en compte du projet de PCAET Moret Seine-et-Loing avec les différents documents de rang supérieur.

2.3. Justification des choix retenus et solutions alternatives

La justification des choix retenus et les solutions alternatives étudiées dans le cadre de la définition de la stratégie et du programme d'actions du projet de PCAET sont présentées (p. 127 à 142, figure 2). La CCMSL présente une analyse comparée du scénario retenu par rapport aux scénarios tendanciel, réglementaire et « potentiel max »⁹. Ces scénarios sont présentés dans le rapport, notamment sous forme de tableaux de synthèse (p.136, figure 2 ci-après).

Les consommations d'énergie finale

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max	Retenu	
		2030	2050	2030	2050		2030	2050
Résidentiel	398 GWh	2%	4%	-20%	-46%	-60%	-36%	-60%
Tertiaire	72 GWh	2%	4%	-24%	-43%	-47%	-23%	-47%
Transports	100 GWh	3%	7%	-31%	-67%	-59%	-24%	-59%
Industrie	32 GWh	-7%	-16%	-24%	-43%	-66%	-28%	-66%
Agriculture	13 GWh	2%	4%	-10%	-32%	-43%	-24%	-43%
Total	615 GWh	1%	3%	-22%	-49%	-58%	-31%	-58%

Les émissions de GES

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max	Retenu	
		2030	2050	2030	2050		2030	2050
Résidentiel	53 600 tCO2e	2%	4%	-53%	-95%	-82%	-50%	-95%
Tertiaire	8 700 tCO2e	2%	4%	-53%	-95%	-68%	-29%	-95%
Transports	27 700 tCO2e	3%	7%	-31%	-97%	-69%	-25%	-97%
Industrie	8 800 tCO2e	-7%	-16%	-35%	-81%	-81%	-34%	-81%
Agriculture	13 400 tCO2e	2%	4%	-20%	-46%	-35%	-20%	-46%
Total	112 200 tCO2e	1%	3%	-42%	-89%	-72%	-37%	-89%

Figure 2: Comparaison du scénario retenu pour le PCAET aux scénarios tendanciel, réglementaire et « potentiel max » (p.136)

Le scénario retenu par le projet de PCAET d'ici à 2030 est relativement proche du scénario « réglementaire ». Le scénario retenu par le PCAET d'ici à 2050 suit la trajectoire du scénario « potentiel max ».

⁹ Le scénario tendanciel présente « la poursuite des évolutions tendanciennes depuis 2005 », « si rien n'est fait ». Le scénario réglementaire traduit « l'ambition minimale » au regard des objectifs nationaux et régionaux. Le scénario « potentiel max » représente « une sorte de limite maximum potentiellement atteignables sur le territoire » (« Stratégie » p.7 et 10).

D'après le dossier, le scénario « potentiel max » à horizon 2030 a été écarté en raison de moyens insuffisants de la CCMSL à une échéance courte, du caractère irréaliste de ces objectifs et des impacts négatifs que certaines actions peuvent entraîner pour le territoire (consommation d'espace, augmentation des déchets...).

Le scénario retenu d'ici à 2050 concernant la consommation d'énergie finale est fixé sur le scénario « potentiel max », qui est globalement plus ambitieux que le scénario « réglementaire ». En revanche, pour les objectifs de réduction de GES d'ici à 2050, le scénario retenu correspond aux objectifs du scénario « réglementaire » qui sont supérieurs au scénario « potentiel max ». La CCMSL ne justifie toutefois pas comment ces objectifs pourront être atteints s'ils se situent au-delà des objectifs identifiés comme potentiels maximum.

Par ailleurs, le scénario retenu par le projet de PCAET en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables à l'horizon 2030 (production visée de 175 GWh) est plus ambitieux que le scénario « réglementaire » (135 GWh) mais beaucoup moins que le scénario « potentiel max » (240 GWh).

(4) La MRAe recommande de justifier davantage les objectifs du scénario retenu pour 2030 et 2050 par le projet de PCAET.

3. Analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet de PCAET

3.1. L'atténuation du changement climatique (neutralité carbone)

Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Le total des émissions de GES sur le territoire est de 112 000 tCO₂e¹⁰ en 2015. Ces émissions proviennent du secteur résidentiel à 48 % et des transports à 23 %¹¹, puis l'agriculture avec 12 % et le tertiaire et l'industrie, à 8 et 4 % respectivement (p.72 du diagnostic environnemental). L'empreinte carbone d'un habitant de la CCMSL est en moyenne de 7,7 tCO₂ (soit 25 % de moins que la moyenne nationale). La MRAe souligne la réalisation d'un bilan carbone comprenant une analyse de l'ensemble des types d'émissions de gaz à effet de serre (scopes 1 et 2), à l'exception des émissions indirectes du scope 3¹².

La stratégie de la CCMSL consiste à réduire ses émissions de GES de 37 % en 2030 et 89 % en 2050¹³. Elle s'inscrit globalement dans la trajectoire de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la programmation pluri-annuelle de l'énergie (PPE). Les principales réductions d'émissions de GES sont prévues sur le secteur résidentiel (-50 % d'émissions de GES entre 2015 et 2030), puis sur le secteur des transports (-25 %) et de l'économie, de l'agriculture et de la consommation (-20 %)¹⁴, ce qui est cohérent, selon la MRAe, avec les priorités établies dans le diagnostic établi.

La plupart des axes développés par le programme d'actions visent à réduire les émissions de GES, que ce soit l'axe 1 dédié à l'agriculture et la consommation, l'axe 2 dédié au bâtiment, cadre et habitat, l'axe 3 dédié à la mobilité, l'axe 4 dédié à l'économie ou l'axe 5 dédié aux nouvelles énergies.

10 Le diagnostic précise, page 68, que cette estimation ne prend pas en compte les émissions importées, à l'exception de celles liées à l'énergie estimées à 17 000 tCO₂e.

11 Page 139 le rapport environnemental indique pourtant que les mobilités représentent le secteur le plus émetteur de GES.

12 Document « Diagnostic-partie 2 », pages 71 à 79. Les émissions dites du scope 1, correspondent aux émissions directes de GES générées par l'activité du territoire, celles du scope 2 correspondent aux émissions associées à la consommation d'électricité et de chaleur, et celles du scope 3 correspondent aux émissions indirectes de GES du territoire.

13 Document « stratégie territoriale climat air énergie ». Document « stratégie territoriale climat air énergie » page 23.

14 Document « stratégie territoriale climat air énergie » pages 17 à 20.

L'axe 2, dédié au secteur résidentiel, fait l'objet de la partie 3.4 du présent avis. L'axe 3 du plan d'action du projet de PCAET développe particulièrement six actions visant à réduire les émissions de GES : la réduction des déplacements des agents territoriaux et le soutien au télétravail (actions 16 et 17), la lutte contre « l'autosolisme » et le recours aux véhicules les moins polluants (actions 18 et 19) et l'encouragement de l'usage des mobilités douces et des transports en commun (actions 20 et 21). La MRAe note l'absence d'élaboration d'un plan local de déplacement (PLD) sur le territoire de la CCMSL et l'absence d'action relative à la réduction des émissions de GES des transports de marchandises.

Dans le rapport d'évaluation environnementale, les incidences négatives potentielles des actions liées à la mobilité (notamment le développement des infrastructures telles que les aires de covoiturage) sont la prise en compte de la dimension paysagère des entrées de villes, le respect de la trame verte et bleue et l'artificialisation des sols. Selon la MRAe, l'analyse des incidences couvre les enjeux environnementaux-clés mais les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts sont insuffisantes, le projet de PCAET prévoyant uniquement de favoriser des zones déjà urbanisées pour l'implantation d'aires de covoiturage.

(5) La MRAe recommande de renforcer les actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre en matière de mobilité (plan local de déplacement et marchandises notamment) et de compléter les mesures d'évitement et de réduction de leurs incidences négatives potentielles.

Séquestration des gaz à effet de serre

Les massifs forestiers, qui couvrent environ 31 % du territoire, permettent la séquestration de 37 000 de tCO₂e par an, soit 30 % environ des émissions annuelles du territoire (p.86 du diagnostic). Le diagnostic précise aussi que l'artificialisation des sols a entraîné l'émission de 143 tonnes de CO₂ par an environ entre 2000 et 2012.

Le projet de PCAET comprend, à cet égard, un axe lié à la limitation de l'artificialisation des sols (axe 1 « agriculture et consommation »), qui se traduit par deux actions (action 6 « accroître la capacité de séquestration carbone du monde agricole » et action 7 « opter pour un aménagement et une gestion écologique des espaces verts publics »). La MRAe note que l'action 6 consiste principalement à accompagner la chambre d'agriculture à faire un diagnostic carbone des exploitations agricoles. Le projet de PCAET ne prévoit pas d'autres actions dédiées à la limitation de l'artificialisation des sols qui se concrétiseraient par des contraintes d'urbanisme. Pour la MRAe, le projet de PCAET doit démontrer le caractère opérationnel de son ambition et identifier des mesures complémentaires visant à pérenniser ou à développer le potentiel de stockage carbone de certains milieux ou formations naturels, ainsi que plus généralement celui des sols non artificialisés.

(6) La MRAe recommande de renforcer le programme d'actions du projet de PCAET sur le volet de la séquestration des GES en y intégrant notamment des actions complémentaires et contraignantes liées la limitation de l'artificialisation des sols.

3.2. L'adaptation au changement climatique

La prise en compte des enjeux climatiques s'apprécie également par le prisme de la vulnérabilité au changement climatique. Le territoire de la CCMSL est à ce titre particulièrement sensible aux risques naturels et à la préservation de la biodiversité (p.74 du rapport d'évaluation environnementale).

Le rapport de « Diagnostic-partie 1 » (p.102 à 108) présente une analyse des impacts du changement climatique pour chaque facteur de vulnérabilité. Ces facteurs sont, selon le rapport d'évaluation environnementale : les risques naturels, dont le risque d'inondation et de retraits-gonflements d'argile, la fragilisation des écosystèmes naturels, la sécheresse impactant les productions agricoles et les milieux urbains, l'aggravation de la pollution atmosphérique, la vulnérabilité des infrastructures de transport et de distribution d'énergie, et les maladies vectorielles.

Une carte permet d'identifier le degré d'exposition de la population aux risques climatiques par commune (p.108). Ainsi, sept communes (situées au nord de la CCMSL) sur 18 ont une exposition forte aux risques climatiques, notamment en raison de la densité de la population (figure 3). Ce diagnostic mérite d'être approfondi afin de préciser la nature des facteurs de vulnérabilité par territoire.

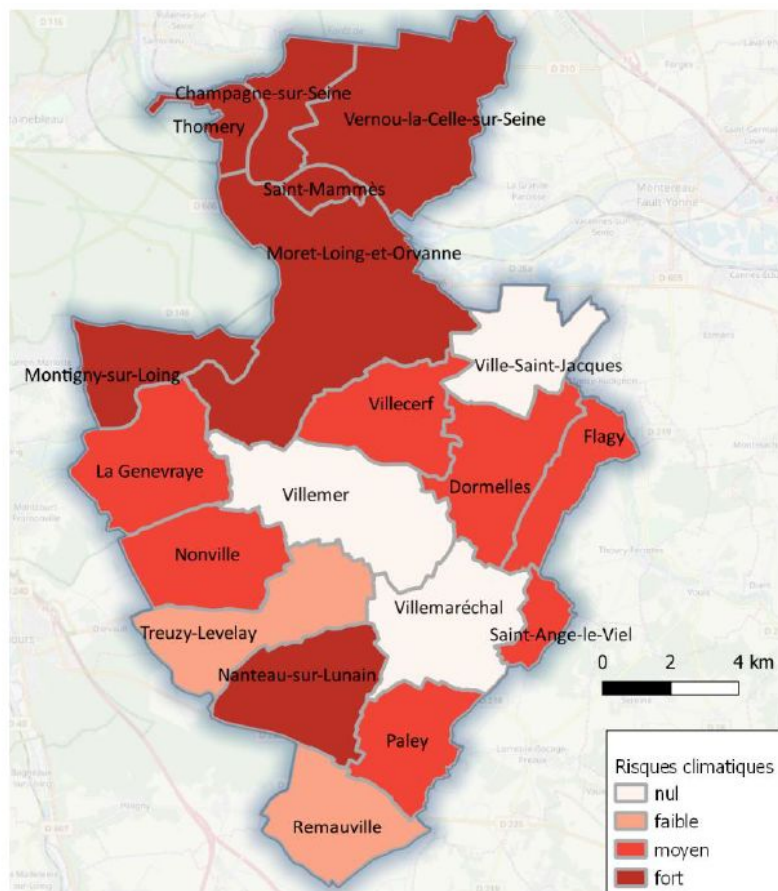


Figure 3: Exposition de la population aux risques climatiques (p.108 du rapport du diagnostic)

Les objectifs poursuivis par le projet de PCAET visent notamment à adapter la production agricole au changement climatique.

La MRAe note que la protection des ressources en eau ne figure pas explicitement dans la stratégie du PCAET, ce qui ne semble pas cohérent avec le diagnostic établi identifiant la présence de cours d'eau importants (le Loing, l'Orvanne, le Lunain, la Seine) (p.50 du rapport d'évaluation environnementale).

Le programme d'actions prévoit une seule action qui s'intitule « anticiper le changement climatique » : il s'agit de l'action 13, dans le sous-axe « travailler pour améliorer les usages du bâti » et elle consiste à inciter les communes à intégrer dans leur PLU la végétalisation des zones les plus denses pour éviter l'effet d'îlot de chaleur urbain et d'intégrer le confort d'été dans les nouvelles constructions et rénovations. La MRAe note que cette action n'a pas de portée prescriptive, ni de dimension opérationnelle assortie d'objectifs précis. Les moyens humains et financiers mis en œuvre pour réaliser cette action ne sont d'ailleurs pas détaillés.

D'autres actions permettent par ailleurs, selon les grilles d'impact de chaque fiche action, d'anticiper le changement climatique. Ces actions (n° 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13, 15, 20, 23) concernent tous les axes thématiques.

La MRAe constate cependant qu'aucune action ne favorise la prise en compte de la trame verte et bleue ou de la réduction des risques naturels dans les documents d'urbanisme. Le contenu du programme d'action n'est donc pas, pour la MRAe, à la hauteur des enjeux forts du territoire identifiés dans le diagnostic.

Les incidences du projet de PCAET sur la biodiversité, et plus spécifiquement sur le réseau Natura 2000, sont exposées de manière très générale (p.33 et 34). La seule mesure envisagée est l'interdiction d'implantation d'aires de covoiturage dans les zones Natura 2000, à titre de mesure de réduction de l'action 18 « développer le covoiturage ». L'analyse des incidences du projet de PCAET sur les enjeux environnementaux, notamment liés à la biodiversité et aux milieux naturels, impactés par le changement climatique n'est pas suffisante, tout comme les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts.

(7) La MRAe recommande de compléter et renforcer les actions en matière d'adaptation au changement climatique sur l'ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés, notamment en prévoyant des mesures précises, territorialisées et suffisamment contraignantes sur la préservation de la biodiversité et la réduction des risques naturels.

3.3. L'amélioration de la qualité de l'air

Le projet de PCAET a réalisé un plan d'action en vue de la réduction des émissions de polluants atmosphériques (ou « plan air renforcé ») qui est joint au dossier, ce qui est à souligner. Le plan air renforcé doit comprendre¹⁵ une étude portant sur la création d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-M), des objectifs quantitatifs biennaux de réduction des émissions (au moins aussi ambitieux que ceux du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)) et une liste d'actions permettant d'atteindre ces objectifs au plus tard d'ici 2025.

Le plan air ne présente pas d'étude portant sur la création d'une ZFE-M ni d'objectifs biennaux d'ici à 2025. Il ne répond donc pas aux exigences prévues par la loi. Le diagnostic précise toutefois que le territoire ne présente pas de dépassement des seuils des oxydes d'azote et de particules fines sur le territoire, y compris dans les zones denses.

Hormis les émissions naturelles, les polluants atmosphériques concernent les secteurs résidentiel (dioxyde de soufre - SO₂, composés organiques volatils non méthaniques - COVNM et particules fines - PM), du transport (oxyde d'azote - NO_x et PM) et de l'agriculture (ammoniac - NH₃ et PM). Le secteur résidentiel est le premier émetteur de particules fines, de soufre et de composés organiques volatils. Les émissions d'oxydes d'azote et de particules fines diminuent sur la période 2005-2018 et atteignent les objectifs de réduction fixés par le PREPA respectivement de 55 % et 27 % (-67 % et -36% sur le territoire de la CCMSL). Au regard des valeurs limites réglementaires, la qualité de l'air est qualifiée de globalement bonne sur le territoire (rapport de présentation p. 50). Les concentrations de polluants (oxydes d'azote et particules fines) sont conformes aux normes françaises et européennes, mais les niveaux de particules fines restent supérieurs aux recommandations de l'organisation mondiale de la santé (OMS)¹⁶.

D'après le plan air, un retard important par rapport aux objectifs PREPA est observé sur les émissions de composés organiques volatils (COVNM), majoritairement issues des émissions naturelles (émissions de la végétation par exemple), et sur les émissions d'oxyde d'azote, majoritairement issues du transport routier¹⁷. La MRAe

15 Selon l'article 85 de la loi d'orientation de mobilités (LOM).

16 L'OMS définit plusieurs seuils de concentrations de polluants atmosphériques. Elle recommande deux valeurs limites concernant notamment les PM₁₀ : 15 µg/m³ en moyenne annuelle et 45 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de trente-cinq jours par an.

17 La part de la branche énergie dans les émissions d'oxyde d'azote augmente depuis 2010, avec un pic atteint en 2018 d'environ 100 t/an sur 350. Cette hausse est expliquée par la mise en service de la centrale thermique à Vernou-la-Celle-sur-Seine qui entraîne une variabilité de la hausse d'émissions de dioxyde d'azote sur le territoire de la CCMSL.

remarque que la réduction des émissions d'oxyde d'azote sur la période de 2005-2018 n'était que de 12 % sur le territoire de la CCMSL alors que le PREPA fixe un objectif de réduction de 50 % sur cette même période. De la même manière, la réduction des émissions de COVNM sur le territoire de la CCMSL n'était que de 23 % sur la période de 2005-2018 alors qu'elle aurait dû atteindre 43 %. Toutefois, ces émissions de COVNM sont causées majoritairement par des facteurs naturels (67 % des COVNM étaient des émissions naturelles en 2018).

Le projet de PCAET présente une cartographie des différents polluants atmosphériques par communes (figure 4, p.111 du diagnostic).

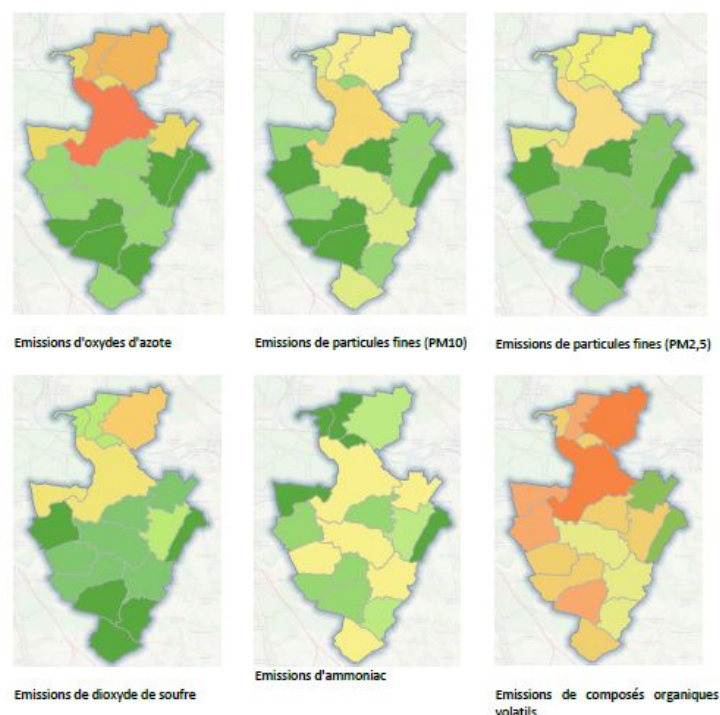


Figure 4: Dépassements des seuils de pollution sur le territoire de la CCMSL (p.111 du diagnostic)

La MRAe constate que la stratégie est cohérente avec le diagnostic puisqu'elle cible prioritairement les émissions de NO_x (-35 % d'ici 2025). Elle remarque toutefois l'absence de fixation d'objectifs biennaux, attendus sur les plans air, ce qui est dommageable pour la bonne mise en œuvre des actions.

Le plan air renforcé liste les neuf actions prévues par le projet de PCAET destinées à avoir un impact positif sur la qualité de l'air : deux actions relatives à l'agriculture et à la gestion des espaces verts (actions 5 et 7), une action de sensibilisation à la rénovation énergétique du bâti (action 11), cinq actions relatives à la mobilité regroupant l'encouragement du télétravail, du covoiturage, l'emploi de véhicules moins polluants, les mobilités douces et l'offre des transports en commun (actions 17, 18, 19, 20 et 21) et une action de sensibilisation sur le bon usage du bois-énergie (action 25). Mise à part cette dernière, ces actions sont détaillées par mode opératoire, calendrier, objectifs opérationnels et justification de l'impact sur la qualité de l'air.

En revanche, la MRAe note que la territorialisation de ces actions n'est pas prévue.

Plusieurs actions sont encore au stade de l'étude, ce qui est notamment le cas pour les actions de réalisation d'un schéma cyclable communautaire, les solutions de covoiturage pour les trajets domicile-travail, et la création d'espaces de coworking. Ces actions relatives à la mobilité sont pourtant nécessaires afin d'atteindre les objectifs fixés par le projet de PCAET.

Les incidences des actions prévues par le projet de PCAET sont détaillées dans le plan air de façon très succincte (p.23 du plan d'action air). Elles concernent la santé humaine, la biodiversité et la ressource en eau, l'agriculture et l'architecture, mais l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction n'est pas démontrée. L'action relative au développement des bons usages du bois-énergie doit notamment être complétée, en raison de l'impact négatif du bois-énergie sur la pollution atmosphérique.

(8) La MRAe recommande de compléter le plan air par :

- la définition d'objectifs biennaux,
- une territorialisation fine des actions envisagées,
- une description approfondie des incidences positives et négatives du projet de PCAET sur la qualité de l'air, et le renforcement en tant que de besoin des mesures destinées à les éviter ou les réduire.

3.4. La transition énergétique

Réduction de la consommation d'énergie

La consommation totale d'énergie sur le territoire est de l'ordre de 615 GWh par an.

Les secteurs les plus consommateurs d'énergie sont le secteur résidentiel, qui représente les deux tiers de la consommation (65 %), puis les activités économiques (en majorité secteur tertiaire 19 %) et les transports (16 %). Le secteur résidentiel représente donc un poids important de la consommation en raison du caractère résidentiel du territoire et du parc bâti, qui est composé à 80 % par des « maisons individuelles avec des performances aujourd'hui très faibles » (p.138 du rapport d'évaluation environnementale). Le secteur tertiaire est responsable, quant à lui, de 12 % de la consommation d'énergie finale. La consommation d'énergie sur le territoire de la CCMSL est majoritairement liée au chauffage (66 %).

La MRAe remarque que le projet de PCAET ne présente pas le diagnostic du parc tertiaire, ce qui ne permet pas d'avoir une représentation de la répartition des consommations par secteurs d'activités, par surfaces et par typologies.

Le projet de PCAET prévoit de réduire de 31 %¹⁸ sa consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030, soit 478 GWh, et de 56 % entre 2015 et 2050, ce qui s'inscrit à des niveaux plus ambitieux que les objectifs nationaux (-20 % en 2030 par rapport à 2012 et -50 % en 2050 par rapport à 2012). Le potentiel estimé de réduction de la consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030 est de -58 %. La MRAe note cependant que les objectifs de réduction des consommations énergétiques du parc bâtiment ne sont pas tous atteints pour le tertiaire (-23 % en 2030), ce qui mérite d'être justifié.

Le secteur « bâtiments et habitat » est un des axes stratégiques définis par le projet de PCAET. La CCMSL prévoit cinq actions (actions 11 à 15) permettant d'accompagner la rénovation énergétique et le changement de systèmes de chauffage, de sensibiliser aux écogestes 80 % des foyers et de rendre le bâti communal exemplaire. La MRAe remarque l'absence de dispositions en faveur de la rénovation énergétique dans les documents d'urbanisme.

Les incidences négatives engendrées par la rénovation énergétique ont été analysées dans le rapport d'évaluation environnementale. Elles concernent notamment l'intégration paysagère et le dérangement de la faune urbaine. La CCMSL prévoit de sensibiliser les porteurs de projets de rénovation aux éléments architecturaux de valeur, et d'inventorier les gîtes des chiroptères et des sites sensibles.

¹⁸ Le rapport d'évaluation environnementale mentionne également un objectif de réduction de -36 % d'ici 2030 (page 138).

(9) La MRAe recommande de :

- compléter le diagnostic par une analyse du parc tertiaire existant, en précisant sa composition et la répartition des consommations énergétiques par secteurs d'activités, par surfaces et par typologies ;
- démontrer la capacité des actions envisagées par le projet de PCAET à atteindre les objectifs élevés de réhabilitation du parc de bâtiments.

Développement des énergies renouvelables et de récupération

La production actuelle d'énergies renouvelables sur le territoire est de 14 GWh soit 2,2 % de l'énergie finale consommée (chiffres de 2015) (p.133). La MRAe note donc que le territoire importe la quasi-totalité de son énergie. La production d'énergie renouvelable sur le territoire est majoritairement réalisée par deux centrales de production hydrauliques situées à Vernou-La-Celle-sur-Seine (370 MW) et à Thomery-Champagne-sur-Seine (14 GWh par an sur la Seine), même s'il existe également une faible production solaire photovoltaïque et thermique (500 MWh/an, dont 420 MWh d'électricité solaire). Une centrale d'extraction pétrolière située à Nonville (18 GWh/an) est aussi présente sur le territoire.

Le projet de PCAET prévoit de produire 175 GWh d'ici 2030, ce qui se situe au-delà des exigences attendues par le scénario réglementaire qui exige une production de 135 GWh (soit 32 % de la consommation finale). La CCMSL vise à développer en priorité la biomasse (100 GWh) et particulièrement la méthanisation (à des fins de chaleur). Elle ambitionne aussi de développer le solaire photovoltaïque (25 GWh), l'hydroélectricité (24 GWh), l'éolien (20 GWh) et de façon plus secondaire la géothermie (5 GWh) et le solaire thermique (1 GWh) (p.21 du document « stratégie du PCAET »).

Le rapport d'évaluation environnementale ne détaille pas les actions prévues sur l'axe 5 « Nouvelles énergies », qui sont en revanche décrites dans le document « plan d'actions ». La CCMSL prévoit de soutenir la filière méthanisation et rappelle à ce titre que des projets sont en cours comme la création d'unité de méthanisation à Écuellen, qui était prévue en 2020 (action 24).

Le projet de PCAET prévoit, avec l'action 25, de développer le bois-énergie en raison de l'importance des massifs forestiers (31 % de la surface du territoire). La fiche-action ne précise pas si le développement du bois-énergie concerne tout le massif forestier ou s'il est territorialisé, ce qui mérite d'être complété.

L'énergie solaire sera encouragée par la sensibilisation des acteurs agricoles afin de déployer *in fine* des centrales solaires sur les bâtiments agricoles (action 26) et par la réalisation d'un cadastre solaire à l'échelle du territoire (action 27).

Concernant les autres énergies renouvelables, des études sur le potentiel d'hydroélectricité sont prévues (action 28) et le projet de PCAET devra permettre de créer une coopérative citoyenne d'énergie, ainsi qu'un projet d'« énergie citoyenne »¹⁹ (action 29). La MRAe constate une incohérence entre la stratégie annoncée visant à produire 20 GWh d'énergie éolienne d'ici 2030 et l'action 28 « mobiliser le territoire en faveur des énergies renouvelables », qui indique que l'éolien « présente trop de contraintes ». Ce point mérite donc d'être éclairci.

La MRAe remarque que l'action favorisant le bois-énergie vise à diminuer les émissions de GES en se substituant à l'utilisation d'énergies fossiles (fioul ou gaz). L'action fait l'objet d'une mention d'impact potentiel sur la santé et d'une mesure de réduction consistant à sensibiliser les usagers et à encourager les chaufferies biomasse collectives et performantes.

Les incidences négatives potentielles du développement des énergies renouvelables sont analysées de façon succincte.

19 Projet encourageant l'investissement et la mise en place d'une gouvernance du type participatif, par des particuliers, en matière de production d'énergie renouvelable.

- Les incidences négatives potentielles du développement d'une filière bois-énergie liées à la réduction de la capacité de piégeage des GES des forêts exploitées ne sont pas évaluées dans le projet de PCAET, de même que celles liées à l'aggravation des émissions elles-mêmes et à l'augmentation de la pollution atmosphérique.
- Concernant l'énergie solaire, le projet de PCAET précise qu'il sera nécessaire de prendre en compte l'intégration des installations d'énergies dans le paysage, les milieux naturels impactés, les pollutions sonores et olfactives, et l'adaptation des systèmes de chauffage pour qu'ils soient plus performants. La CCMSL prévoit plusieurs mesures d'évitement et de réduction de l'impact du développement d'énergies renouvelables sur le paysage, comme l'intégration au cahier des charges de la réalisation du futur cadastre solaire et de l'insertion paysagère des panneaux. La MRAe rappelle que l'installation de panneaux solaires sur des constructions existantes protégées n'est pas envisageable dès lors qu'ils sont visibles par le public (cf. action 27 « Initier et soutenir les projets solaires »). La MRAe relève que l'architecte des bâtiments de France ne figure pas dans la liste des personnes ressources à associer aux actions proposées dans l'axe 2 « bâtiments cadre et habitat ».
- Concernant la méthanisation, la CCMSL indique qu'une réflexion devra être réalisée sur l'emplacement des systèmes de méthanisation au regard des incidences négatives potentielles qu'ils entraînent. La MRAe remarque que les conditions et les incidences de l'augmentation éventuelle des cultures dédiées ne sont pas évaluées. La MRAe constate que le projet de PCAET doit déjà, à ce stade, proposer une territorialisation de cette action. Les autres impacts potentiels ne font pas l'objet de mesures d'évitement et de réduction.

(10) La MRAe recommande de compléter l'analyse des incidences négatives potentielles du développement des énergies renouvelables (bois-énergie, énergie solaire et méthanisation) et de prévoir, le cas échéant, des mesures pour éviter ou réduire ces incidences.

Économie circulaire

Le programme d'actions du PCAET propose d'intégrer l'économie circulaire aux modes de consommation et aux modes de production. Il prévoit notamment de valoriser les déchets alimentaires des cantines scolaires (action 4), d'améliorer les collectes et la valorisation des déchets (action 10), de soutenir la filière méthanisation (action 24) et de développer des mutualisations et l'économie circulaire, en lançant une démarche d'écologie industrielle et territoriale (EIT) auprès des entreprises situées sur le territoire (action 23). La MRAe note que les déchets de chantiers ne sont pas mentionnés par le projet de PCAET. De plus, les bénéfices, directs ou indirects, des actions envisagées ne sont pas précisés ni évalués, en particulier en termes d'atténuation du changement climatique (réduction d'émissions de GES) et d'efficacité énergétique.

(11) La MRAe recommande d'évaluer les bénéfices, directs ou indirects, des actions envisagées relevant de l'économie circulaire.

4. Suites à donner à l'avis de la MRAe

Le présent avis devra être joint au dossier de consultation du public par voie électronique sur le projet.

Conformément à l'[article L.122-1 du code de l'environnement](#), le présent avis de l'autorité environnementale devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique. Ce mémoire en réponse devrait notamment préciser comment le porteur du projet envisage de tenir compte de l'avis de la MRAe, le cas échéant en modifiant son projet. Il sera transmis à la MRAe à l'adresse suivante : mrae-idf@developpement-durable.gouv.fr

La MRAe rappelle que conformément au paragraphe IV de l'[article L. 122-9 du code de l'environnement](#), une fois le projet de PCAET adopté, l'autorité compétente rend publique une déclaration résumant :

- la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations ;
- les motifs qui ont fondé les choix opérés, compte tenu des diverses solutions envisagées ;
- les mesures destinées à évaluer les incidences sur l'environnement de la mise en œuvre du PCAET.

L'avis de la MRAe est disponible sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

**Fait et délibéré en séance le 21 octobre 2021 où étaient présents :
Éric ALONZO, Hubert ISNARD, Noël JOUTEUR, Jean-François LANDEL,
Ruth MARQUES, François NOISETTE, Philippe SCHMIT, président.**

ANNEXE

Liste des recommandations par ordre d'apparition dans le texte

- (1) La MRAe recommande de compléter le rapport d'évaluation environnementale en précisant les contributions apportées par la concertation publique à l'élaboration du projet de plan.....7
- (2) La MRAe recommande de : - préciser les conditions de mise en œuvre des actions par les différents acteurs concernés ; - définir les actions du PCAET qui devront être déclinées dans les documents d'urbanisme (PLU) ; - présenter le dispositif de suivi et d'évaluation du programme d'actions ; - expliciter la contribution du programme d'actions aux objectifs globaux du PCAET à l'horizon 20308
- (3) La MRAe recommande de reprendre le rapport d'évaluation environnementale en détaillant la compatibilité ou la prise en compte du projet de PCAET Moret Seine-et-Loing avec les différents documents de rang supérieur.....9
- (4) La MRAe recommande de justifier davantage les objectifs du scénario retenu pour 2030 et 2050 par le projet de PCAET.....10
- (5) La MRAe recommande de renforcer les actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre en matière de mobilité (plan local de déplacement et marchandises notamment) et de compléter les mesures d'évitement et de réduction de leurs incidences négatives potentielles.....11
- (6) La MRAe recommande de renforcer le programme d'actions du projet de PCAET sur le volet de la séquestration des GES en y intégrant notamment des actions complémentaires et contraignantes liées la limitation de l'artificialisation des sols.....11
- (7) La MRAe recommande de compléter et renforcer les actions en matière d'adaptation au changement climatique sur l'ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés, notamment en prévoyant des mesures précises, territorialisées et suffisamment contraignantes sur la préservation de la biodiversité et la réduction des risques naturels.....13
- (8) La MRAe recommande de compléter le plan air par : - la définition d'objectifs biennaux, - une territorialisation fine des actions envisagées, - une description approfondie des incidences positives et négatives du projet de PCAET sur la qualité de l'air, et le renforcement en tant que de besoin des mesures destinées à les éviter ou les réduire.....15
- (9) La MRAe recommande de : - compléter le diagnostic par une analyse du parc tertiaire existant, en précisant sa composition et la répartition des consommations énergétiques par secteurs d'activités, par surfaces et par typologies ; - démontrer la capacité des actions envisagées par le projet de PCAET à atteindre les objectifs élevés de réhabilitation du parc de bâtiments.....16

(10) La MRAe recommande de compléter l'analyse des incidences négatives potentielles du développement des énergies renouvelables (bois-énergie, énergie solaire et méthanisation) et de prévoir, le cas échéant, des mesures pour éviter ou réduire ces incidences.....	17
(11) La MRAe recommande d'évaluer les bénéfices, directs ou indirects, des actions envisagées relevant de l'économie circulaire.....	17